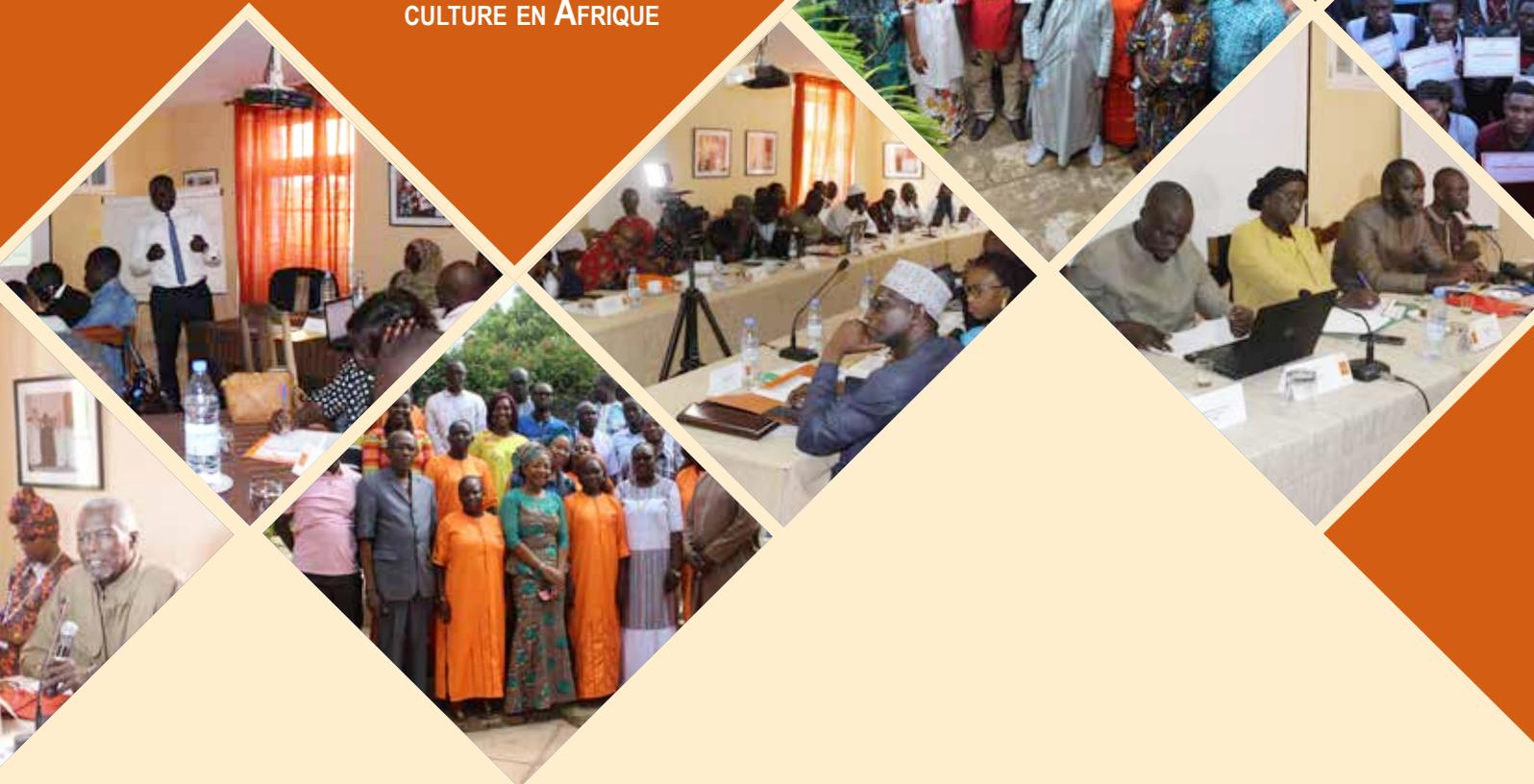




**GOREE  
INSTITUTE**

**CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE,  
LE DÉVELOPPEMENT ET LA  
CULTURE EN AFRIQUE**

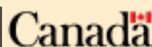


# **RAPPORT** **20** **ANNUEL** **18**

**CONSTRUIRE DES PARTENARIATS COLLABORATIFS POUR LA PROMOTION DE  
COMMUNAUTÉS PACIFIQUES ET SÉCURISÉES EN AFRIQUE**



Activity supported by the  
Canada Fund for Local Initiatives  
Activité réalisée avec l'appui du  
Fonds canadien d'initiatives locales



## 2018 en images



## Table des matières

Liste des acronymes .....	4
A propos du Gorée Institute.....	5
Mot du Directeur exécutif.....	7
Résumé exécutif.....	9
<b>I. Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l’Ouest (CPPC) .....</b>	<b>13</b>
1. Résultats programmatiques atteints .....	14
2. Rappel des objectifs du programme.....	14
3. Domaines d’actions prioritaires et stratégie opérationnelle .....	15
4. Bilan des activités réalisées .....	15
<b>II. Programme Gouvernance et Processus politiques (PGPP) .....</b>	<b>37</b>
1. Rappel objectifs programme PGPP.....	37
2. Objectifs spécifiques.....	37
3. ACTIVITES REALISEES du PGPP .....	39
<b>III. TERAL : UN MECANISME D’AUTOFINANCEMENT.....</b>	<b>59</b>
<b>IV. Finances et Renforcement organisationnel .....</b>	<b>61</b>
1. Retraite annuelle du staff .....	61
2. Réunion annuelle du Conseil d’administration.....	61
3. Partenariats financiers.....	62
4. Perspectives : Travailler à la mise en place d’un Centre d’excellence.....	62
5. Etats financiers .....	63
<b>V. Conseil d’administration et Staff.....</b>	<b>65</b>



## Liste des acronymes

<b>CEDEAO</b>	:	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>ACLED</b>	:	Armed Conflict Location and Event Data.
<b>GTI</b>	:	Global Terrorism Index
<b>PETROSEN</b>	:	Société des Pétroles du Sénégal
<b>RGM</b>	:	Réseau parlementaire pour la bonne gouvernance des ressources minérales
<b>OSIDEA</b>	:	Observatoire de Suivi des Indicateurs de Développement en Afrique
<b>ITIE</b>	:	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
<b>RSE</b>	:	Responsabilité Sociétale d'Entreprise
<b>FMI</b>	:	Fonds Monétaire International
<b>PSE</b>	:	Plan Sénégal Emergent
<b>COS-PETROGAZ</b>	:	Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz
<b>SNTPGS</b>	:	Syndicat des Travailleurs du Pétrole et du Gaz au Sénégal
<b>RSE</b>	:	Responsabilité Sociétale des Entreprises
<b>FONSIS</b>	:	Fonds Souverains d'Investissements Stratégiques
<b>PNUD</b>	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>UA</b>	:	Union Africaine
<b>PAIGC</b>	:	Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert
<b>CHEDS</b>	:	Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité
<b>FDD</b>	:	Forum de Dakar
<b>OIF</b>	:	Organisation Internationale de la Francophonie
<b>TIC</b>	:	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>CEI</b>	:	Commission Electorale Indépendante
<b>2PFJ</b>	:	Plateforme Panafricaine des Femmes et des Jeunes pour la Paix, la Démocratie et la Gouvernance

# A propos du Gorée Institute

Le Gorée Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de la création du Gorée Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du sud en 1994 : une solution africaine à un problème africain.

Le Gorée Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

## VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

## MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

## VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;
- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;
- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.

### Notre approche

Nos programmes, nos activités et notre identité institutionnelle sont nourris par trois éléments indispensables et interdépendants : la recherche, le renforcement des capacités et l'intervention. La recherche qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporain ; le renforcement des capacités sur la base des connaissances générées pour ainsi améliorer les compétences et l'expertise des citoyens, condition nécessaire pour un engagement futur ; et l'intervention qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche pour une facilitation ou plaidoyer efficace. Le Gorée Institute n'adopte pas d'approche activiste. Il est une organisation facilitatrice et catalyseur s'appuyant sur le principe fondamental de la relation collaborative.

### Nos domaines d'intervention

- Gouvernance et processus électoraux
- Média et prévention des conflits
- Leadership des Jeunes et prévention des conflits
- Leadership, Femme, Paix et Sécurité
- Gouvernance des ressources naturelles et prévention des conflits
- Extrémisme violent



# Mot du Directeur exécutif



**Doudou DIA**  
Directeur exécutif

Ce présent rapport met l'accent sur les réalisations au cours de l'année 2018, notamment les activités réalisées principalement dans les domaines de la consolidation de la paix et la prévention des conflits, de la gouvernance et des processus politiques. Il met aussi en exergue les défis organisationnels et les perspectives pour l'horizon 2019-2020.

Pour rappel, l'ensemble des activités ou projets réalisés ont pour soubassement le document d'orientation stratégique 2017-2020 qui constitue la sève nourricière de toutes nos actions. Au cours de la prochaine année, le Conseil et la direction iront plus loin et lanceront un exercice de planification stratégique au-delà de 2020.

Guidé par ses solides partenariats stratégiques, l'Institut entend continuer à jouer un rôle de facilitateur stratégique dans la consolidation de la paix et le renforcement de la démocratie par la recherche, le renforcement des capacités, la facilitation, le plaidoyer et le dialogue politique en Afrique, plus particulièrement dans l'espace CEDEAO.

En tant qu'organisation panafricaine de la société civile, le Gorée Institute demeure une organisation d'apprentissage réceptive et engagée à assurer l'amélioration continue de la qualité de ses programmes, de ses processus et capacités organisationnelles. Pour cela, il est important que nous parvenions à nous réinventer afin d'améliorer notre performance, d'élargir et d'approfondir notre influence dans un contexte géopolitique marqué par des transformations profondes sur les plans social, institutionnel et politique. Les organisations comme le Gorée Institute, face aux nouveaux enjeux et défis socio-économiques, sont en pleine mutation pour assurer leur viabilité institutionnelle et financière. Pour cela, au cours de l'année 2018, des efforts ont été consentis dans le cadre de l'amélioration de ses capacités et performances organisationnelles, notamment par l'organisation de la retraite annuelle du staff, la tenue de la réunion annuelle du Conseil d'administration, l'amélioration des processus organisationnels, des liens avec les autres organisations et la mobilisation de ressources.

Comme vous le constaterez tout au long du présent rapport annuel, l'année s'est révélée productive pour le Gorée Institute en dépit d'un contexte de plus en plus difficile pour les organisations de la société civile africaine, notamment en ce qui concerne l'accès aux financements. À la mi-parcours de son *Plan stratégique 2017-2020*, les résultats présentés dans ces pages témoignent de l'élan de l'Institut, du dévouement de son personnel et de ses partenaires en Afrique et au plan international. Ces résultats nous rappellent que chaque cadre stratégique repose sur un effort collectif, une vision partagée et un leadership collectif.

Les partenariats et réseaux sont au cœur du travail du Gorée Institute. Dans la poursuite de sa mission, l'Institut crée un espace permettant d'entendre les points de vue des leaders et acteurs des organisations de la société civile africaine, des leaders politiques, les parties prenantes aux conflits, les chercheurs, les journalistes, les décideurs politiques dont les perspectives et solutions sont essentielles aux idéaux de progrès, de paix et de justice sociale. Nous n'ignorons pas que dans un contexte d'interdépendance mondiale, l'autarcie n'est ni possible ni même désirable. L'établissement d'alliances, de collaborations et de réseaux mutuellement avantageux à une échelle nationale, régionale et internationale demeure un principe institutionnel.

C'est le lieu de remercier nos partenaires financiers et techniques dont le soutien a été extrêmement essentiel pour la mise en œuvre de nos programmes en Afrique, plus particulièrement dans l'espace CEDEAO. Il s'agit principalement de l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI), de la Fondation Ford, d'OSIWA, du Fonds Canadien d'Initiatives locales, du PNUD Côte d'Ivoire, d'ONU Femmes et du Conseil de l'entente.

Bonne lecture !

Doudou DIA

Directeur exécutif



# Résumé exécutif

Ce présent rapport met l'accent sur les principales réalisations de l'année 2018 dans les domaines d'intervention du Gorée Institute, notamment la gestion et le monitoring des élections, le leadership des jeunes et la prévention des conflits, le leadership des femmes pour la paix et la sécurité, la gouvernance des ressources naturelles, la facilitation du dialogue politique, les médias et la prévention des conflits, la recherche et le plaidoyer dans les domaines de la démocratie et des droits humains, mais aussi la gouvernance organisationnelle. Il s'agit aussi de mettre en exergue les défis organisationnels et les perspectives pour l'horizon 2019-2020.

Pour rappel, l'ensemble des activités ou projets réalisés ont pour soubassement le document d'orientation stratégique 2018-2021 qui constitue la sève nourricière de toutes les actions du Gorée Institute. Ce document a fait l'objet d'une revue critique au cours de la retraite annuelle du staff tenue les 06 et 07 septembre 2018.

Guidé par ses solides partenariats stratégiques, l'Institut entend continuer à jouer un rôle de facilitateur stratégique dans la consolidation de la paix et le renforcement de la démocratie par la recherche, le renforcement des capacités, la facilitation, le plaidoyer et le dialogue politique en Afrique, plus particulièrement dans l'espace CEDEAO.

Face aux nombreux enjeux et défis de gouvernance sécuritaire et politique, il est clair qu'il n'existe pas d'institution ou d'organisation à elle seule capable de fournir toutes les solutions de sécurité humaine. Le rythme des changements économiques et sociaux que nous pouvons mettre à notre crédit demeure bien en deçà des besoins et des possibilités. Cela exige que nous œuvrions davantage pour lutter contre les facteurs de conflits, l'exclusion, l'inégalité dans nos systèmes, conformément au cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO, à la Charte Africaine pour la Démocratie, les Elections et la Gouvernance, à l'Architecture de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

En tant qu'organisation panafricaine œuvrant pour des sociétés africaines paisibles et autosuffisantes, il est important que nous parvenions à nous réinventer afin d'améliorer notre performance, d'élargir et d'approfondir notre influence. Pour cela, le Gorée Institute construit des partenariats fiables et productifs avec les organisations de la société civile africaines, les institutions régionales et continentales, les institutions internationales, les individus et groupes pour atteindre des objectifs louables communs.

Les projets et activités menés au cours de l'année 2018 ont contribué à :

- Renforcer les capacités des organisations de la société civile africaine, des citoyens et leaders pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits au niveau régional, national et local. Les citoyens ainsi formés se déploient pour la plus part au niveau national et communautaire dans des interventions pour la paix, notamment au Mali, en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal, au Burkina Faso, au Bénin et au Togo.
- Réduire la violence électorale par le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans les pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, et la Guinée Bissau et le déploiement de moniteurs de la violence, de moniteurs des médias, de moniteurs des réseaux sociaux, d'analystes et d'observateurs électoraux.
- Soutenir les processus électoraux paisibles, justes et équitables par la mise en place de situation room électoral, notamment en Côte d'Ivoire lors des élections municipales et régionales d'octobre 2018 en collaboration avec la Plateforme Panafricaine des Femmes et des Jeunes pour la Paix, la Démocratie et la Gouvernance (2PFJ)

associée à diverses organisations de la société civile, aux institutions nationales et au Système des Nations unies, notamment le PNUD.

- Sensibiliser les citoyens et le public sur les enjeux liés à la gouvernance des ressources naturelles, notamment en Guinée et au Sénégal. La stratégie de plaidoyer du Gorée Institute repose sur des recherches, des notes d'analyse, des ateliers de réflexions avec les parties prenantes, des collaborations et partenariats stratégiques.
- Renforcer les capacités des membres du Réseaux des Parlementaires pour la gouvernance des Ressources Minérales, notamment dans les domaines de la justice fiscale dans le secteur des minéraux au Sénégal.
- Faciliter le dialogue politique en Guinée Bissau par le déploiement d'un Groupe de contact de haut niveau conduit par S.E.M. Dioncounda Traoré, ancien Président du Mali et par l'organisation d'un Forum national multi-acteurs et inclusif pour la stabilité institutionnelle et politique en Guinée Bissau. Lequel forum ayant regroupé les organisations de la société civile, les partis politiques, les organisations de femmes et de jeunes, notamment REMPSECAO, des institutions étatiques, des institutions internationales, les chefs religieux et coutumiers a permis de mettre sur pied une Synergie Citoyenne pour la paix, la stabilité politique et institutionnelle portée par la société civile Bissau guinéenne.
- Utiliser les résultats de la recherche dans le plaidoyer, notamment pour promouvoir la démocratie et les droits humains, l'intégration des femmes dans les processus de paix et de médiation, la transparence dans la gouvernance des ressources naturelles, la paix et la sécurité. Des résultats de recherche, dépend la production de notes d'analyse basées sur des faits.

Réaliser les projets pour une institution comme la nôtre a été possible grâce aux partenariats et réseaux ayant permis de réaliser des économies d'échelle significatives, d'assembler des connaissances et des idées très diverses, de mobiliser l'opinion publique autour de synergies citoyennes pour la gouvernance, les élections, la paix et la sécurité, mais aussi d'exercer une influence sur les décideurs politiques. Faut-il le rappeler, le Gorée Institute construit des partenariats et réseaux sur la base d'une cohérence stratégique, un plan d'action et les circonstances socio-politiques. Bien entendu, les partenariats avec les décideurs méritent d'être renforcés.

Au cours de l'année 2018, l'Institut a travaillé à renforcer ses partenariats et réseaux, notamment au sein du Think Tank T20, du Tana Forum comme organisation ressource experte dans le domaine de la gouvernance, la paix et la sécurité, du Forum de Dakar pour la paix et la sécurité comme membre de la Commission scientifique et au sein du Think Tank T20 par la production de Policy briefs sur la gouvernance et l'inclusion sociale en Afrique destiné aux responsables politiques du G20 afin de participer à influencer leurs politiques en faveur de l'Afrique.

Travailler en partenariats et en réseaux a toujours été au cœur de l'approche collaborative pour la construction de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique. En 2018, le Gorée Institute a noué des partenariats solides avec des institutions internationales et des partenaires financiers, notamment avec la Fondation Ford, OSIWA, le PNUD Côte d'Ivoire, ONUFEMME Guinée Bissau, l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI) et d'autres institutions comme UNITAR à travers la facilitation du département TERAL de l'Institut.

Sur le plan institutionnel, dans une dynamique continue d'amélioration de ses capacités organisationnelles, le Gorée Institute, au cours de l'année 2018, a travaillé à consolider ses structures de gouvernance, notamment son Conseil d'administration par son ouverture à l'Afrique du Nord de par sa composition. Pour rappel, le Conseil d'administration demeure la plus haute instance de décision du Gorée Institute et a pour mandat de fournir des orientations politiques, de superviser le travail de l'Institut et de prendre des décisions pour le renforcement institutionnel.

Enfin, la retraite annuelle du staff, de même que la réunion annuelle du Conseil d'administration tenues respectivement les 06-07 septembre et les 17-18 septembre 2018, ont permis de mieux comprendre le contexte externe du Gorée Institute, d'examiner sa capacité organisationnelle, de repenser sa motivation organisationnelle et de l'amélioration de sa performance organisationnelle. De même, dans un souci de transparence et de redevabilité au Conseil d'administration et à nos partenaires stratégiques, l'audit financier 2018 a été réalisé avec succès par le Cabinet Aziz Dièye selon les normes et standards internationaux.

## Rappel orientation stratégique de l'Institut Gorée 2018-2021

Dans une logique de continuité, les principales activités de l'Institut Gorée seront mises en œuvre et les ressources allouées à la réalisation des objectifs centrés autour des trois domaines d'intervention stratégiques que sont :

1. Consolidation de la paix, prévention des conflits et sécurité humaine ;
2. Gouvernance et processus politiques ;
3. Imagine Africa : Renforcement de la créativité artistique et littéraire.

Pendant la période 2018-2021, l'Institut Gorée continuera à travailler dans des pays d'Afrique de l'Ouest tels que la Guinée, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso, le Bénin, le Niger et le Togo.

Pendant cette période, l'Institut Gorée utilisera une approche intégrée pour contribuer à la construction d'États pacifiques et à la sécurité des communautés en Afrique de l'Ouest. Pour renforcer les capacités et faciliter le dialogue, les interventions seront faites pour contribuer efficacement à la prévention des conflits et construire une paix durable au sein des communautés locales, régionales et ouest-africaines. Par ailleurs, un soutien aux organismes nationaux et sous régionaux tels que la CEDEAO sera entrepris.

## L'Institut Gorée poursuit six objectifs stratégiques :

1. Contribuer à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix en renforçant les capacités des communautés locales, des acteurs étatiques, des OSC et des organismes régionaux tels que la CEDEAO, à prévenir et à résoudre les conflits, ainsi qu'à construire une paix durable.
2. Faciliter le dialogue multipartite aux niveaux sous régional et national pour traiter les causes et les effets des conflits et de la fragilité, et construire des mécanismes de résolution des conflits. Ce faisant, l'Institut Gorée entend approfondir davantage les partenariats existants entre les OSC, les acteurs étatiques et les Communautés économiques régionales (CER) qui visent à promouvoir la paix et la sécurité et à prévenir les crises et les conflits violents sur les deux continents.
3. Contribuer à la stabilité politique et institutionnelle de l'Afrique à travers l'alliance inclusive et participative des réseaux d'acteurs de la société civile et des citoyens en Afrique de l'Ouest.
4. Contribuer au renforcement de la stabilité politique et de la sécurité humaine en Afrique en définissant des stratégies de promotion de la paix et de la sécurité dans une perspective panafricaine tout en engageant les femmes dans des actions de transformation et de facilitation.

5. Favoriser des ententes politiques et des processus politiques inclusifs en répondant à la menace de violence associée aux élections en facilitant le dialogue sur la gestion des tensions politiques et en soutenant le renforcement des capacités des acteurs régionaux et nationaux impliqués dans l'organisation, la gestion et le soutien des processus électoraux ;
6. Assurer la viabilité institutionnelle et financière du Gorée Institute à travers la consolidation de ses structures de gouvernance, d'amélioration des capacités du personnel pour une performance optimale et l'établissement de partenariats financiers stratégiques.

Bien que ces objectifs soient intelligents et bien intentionnés, on prévoit un certain nombre de défis qui pourraient nuire à la réalisation des buts énoncés ci-dessus entre 2018-2021. Un des principaux défis auxquels le Gorée Institute pourrait être confronté est la création d'un Centre d'excellence pour la formation et la recherche en matière de gouvernance, de paix et de sécurité d'ici la fin de 2021. Dans le cadre des stratégies visant à relever ces défis anticipés, le Gorée Institute devra renforcer sa capacité de mobilisation des ressources et rendre son portefeuille financier robuste pour faire face à l'expansion de son intervention à travers l'Afrique de l'Ouest au cours du cycle stratégique.

## Notre approche par programme

Les trois domaines de notre travail sont : la **réflexion** dans laquelle nous promouvons l'exploration intellectuelle et artistique, et mettons l'accent de manière préventive sur la nature et les causes des problèmes et défis africains contemporains ; la **recherche** dans laquelle nous soumettons les idées les plus prometteuses issues de la phase de réflexion à une investigation empirique ; l'**intervention** dans laquelle nous agissons sur les connaissances générées par nos réflexions et processus de recherche en alliance avec d'autres institutions.

- La décision du Gorée Institute d'adopter une stratégie pilotée par le pays et par la communauté à partir de la conception, de la planification et de la mise en œuvre dans les pays et communautés ciblés en Afrique de l'Ouest aidera à élargir l'appropriation de ses projets.
- Les activités seront menées de manière coordonnée et participative, en concertation avec les parties prenantes stratégiques dans les pays où les programmes sont mis en œuvre.
- En faisant participer le gouvernement, les partenaires et les parties prenantes communautaires dans le projet, les institutions, les parties prenantes locales et les bénéficiaires ont pris conscience de la nécessité d'intégrer les projets en cascade dans leurs programmes respectifs.
- Le simple alignement sur les priorités des homologues nationaux a été la meilleure option pour le Gorée Institute de cultiver l'appropriation de ses projets aux niveaux national et communautaire.
- Les projets ont suscité beaucoup d'intérêt grâce aux consultations initiales, à la planification conjointe et à la participation active des partenaires et des intervenants communautaires à la mise en œuvre des projets à l'échelle nationale et communautaire. Cela s'est traduit par des demandes d'extension de la portée des projets à d'autres domaines.
- Tout en se concentrant sur le niveau national, le Gorée Institute continuera à mettre en œuvre des projets au niveau régional tels que le dialogue multipartite pour la paix et la sécurité au niveau régional et la recherche et le renforcement des capacités au niveau régional.

# Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest (CPPC)

L'exécution du plan de travail 2018 s'est faite dans un contexte ouest-africain marqué par des conflits complexes aux dimensions multiples et une insécurité humaine aggravée par la prolifération de groupes non-étatiques armés, de réseaux criminels organisés, etc. Parmi les facteurs les plus souvent cités pour expliquer la complexification des conflits dans l'espace CEDEAO, on peut relever la faiblesse des institutions et des processus démocratiques, le déficit de légitimité au sein du leadership politique, la mauvaise gouvernance, la corruption et la redistribution inéquitable des ressources, l'inégalité des genres et l'injustice sociale, etc. Avec le temps, ces facteurs se sont imbriqués les uns dans les autres pour créer un terreau favorable pour l'extrémisme violent et le terrorisme qui constituent actuellement les défis majeurs auxquels font face les pays de la zone sahélienne. Ainsi, plus que jamais, les niveaux d'insécurité et de violence ont atteint des proportions inquiétantes. A tel point que les appareils sécuritaires des Etats ne peuvent plus assumer à eux seuls la responsabilité de garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire national.

Dans un tel contexte, la paix et la stabilité sont devenues des préoccupations d'ordre général qui engagent l'ensemble des hommes et des femmes dans toutes les sphères de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Par conséquent, il est plus important que jamais de prêter une attention particulière au caractère inclusif des processus de paix et de sécurité. C'est dans cet esprit que le plan de travail 2018 a été élaboré et mis en œuvre. Dans une approche inclusive et participative, les activités de l'année écoulée ont été menées au profit et en collaboration avec des parties prenantes clés, notamment les acteurs de la société civile, tant au niveau sous régional que national.

La théorie du changement du présent programme repose sur les hypothèses suivantes :

***SI** nous renforçons les capacités des acteurs de la société civile à participer pleinement aux initiatives de paix ; SI nous les aidons à mieux s'organiser et à travailler en synergie avec les institutions nationales et tous les autres acteurs de développement ; **ET SI** nous contribuons à rendre les mécanismes de gouvernance des ressources naturelles plus inclusifs, transparents et redevables ; **ALORS** nous contribuerons à la prévention de conflits violents et à la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest.*



## 1. Résultats programmatiques atteints

En 2018, les résultats suivants ont été atteints dans le cadre de ce programme :

### Renforcements de capacités :

- 26 acteurs de la société civile et professionnels de media issus de 9 pays de la CEDEAO ont été formés et outillés en matière de prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme ;
- 30 jeunes et femmes leaders des OSC nationales et locales de 9 pays de la CEDEAO ont été formés et outillés en leadership organisationnel, prévention des conflits et consolidation de la paix ;
- 25 députés sénégalais de la 13<sup>ème</sup> législature (2017-2022) ont été formés et outillés sur les questions relatives à la justice fiscale, la transparence et la redevabilité dans la gouvernance des ressources minérales.

### Réflexion et plaidoyer :

- Mise en place d'un cadre multi-acteurs de réflexion et de concertation entre parties prenantes nationales sur la gouvernance des ressources minérales au Sénégal ;
- Production et dissémination d'un document de plaidoyer pour une gouvernance inclusive des ressources pétrolières et gazières au Sénégal ;
- Production et dissémination d'un document d'analyse et d'orientation sur la réalisation de la justice fiscale dans le secteur extractif au Sénégal ;
- Appui technique au Réseau parlementaire pour la gouvernance des ressources minérales au Sénégal (RGM) : un partenariat formel a été établi par un mémorandum d'accord signé par le RGM le 28 mai 2018 ;
- Participation au processus d'élaboration du nouveau code pétrolier engagé par le Ministère du Pétrole et des Energies en décembre 2018 : observations et recommandations écrites adressées aux autorités compétentes en prélude à l'adoption du projet de loi n°01/2019 portant Code Pétrolier par l'Assemblée Nationale le 24 janvier 2019.

## 2. Rappel des objectifs du programme

Globalement, ce programme a pour objectif de contribuer à éliminer les multiples causes et conséquences des conflits en Afrique de l'Ouest, par la planification et la mise en œuvre de différentes activités de réflexion, de recherche et d'intervention sur le terrain.

Plus spécifiquement, le programme vise les objectifs suivants :

- Contribuer aux efforts internationaux, sous régionaux et nationaux en faveur de la prévention et la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme en Afrique de l'ouest ;
- Contribuer à une plus grande participation des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix et la prévention des conflits violents aux niveaux national et communautaire ;
- Contribuer à promouvoir la bonne gouvernance, l'équité et la justice dans le secteur des ressources naturelles en vue de prévenir des conflits liés à ces ressources.

### 3. Domaines d'actions prioritaires et stratégie opérationnelle

#### Domaines d'actions prioritaires

Dans la poursuite des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés, des projets et activités ont été réalisés dans les trois (03) domaines d'action prioritaires suivants :

- Prévention de la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme en Afrique de l'ouest ;
- Promotion du leadership et la participation des jeunes à la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;
- Promotion de la bonne gouvernance, la justice fiscale et la redistribution équitable des revenus tirés des ressources naturelles.

#### Stratégie opérationnelle

Sur le plan opérationnel, deux approches ont été privilégiées dans le cadre de ce programme : une approche sous régionale et une approche nationale.

- Au niveau sous régional, un accent particulier est mis sur le renforcement des capacités, le partage d'expériences et la mise en réseau des acteurs clés de la société civile, notamment dans les neuf (09) pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo. Les jeunes et les femmes représentent à la fois les groupes cibles prioritaires et les bénéficiaires privilégiés de ce volet du programme.
- Au niveau national, le programme accorde une importance particulière à la création de plateformes d'échange et de dialogue entre parties prenantes sur les défis majeurs relatifs à la construction de la paix, la sécurité humaine et la cohésion sociale. Ce volet permet d'assurer une pérennité et un impact des actions du Gorée Institute sur le terrain, puisqu'il contribue à développer des synergies entre les différentes organisations qui travaillent sur les mêmes questions.

### 4. Bilan des activités réalisées

Durant l'année écoulée, les activités menées dans le cadre de ce programme visaient les résultats spécifiques suivants :

- Renforcement des capacités des jeunes et des femmes dans la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Renforcement des capacités des députés de la 13<sup>e</sup> législature et des OSC sur les questions relatives à la transparence, la responsabilité et la justice fiscale ;
- Mise en place d'un cadre ouvert de concertation entre parties prenantes nationales sur les questions relatives à la gouvernance du secteur des ressources minérales et pétrolières au Sénégal ;
- Analyse et recommandations pour une meilleure prise en charge des défis de la réalisation de la justice fiscale dans le secteur des ressources minérales au Sénégal.



PROJET

1

## « PREVENTION DE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT EN AFRIQUE DE L'OUEST »

### Rappel du contexte du projet

Ces dernières années, l'Afrique a connu une intensification sans précédent de la violence et de l'insécurité, causée entre autres par le crime organisé, l'extrémisme violent et le terrorisme. En 2015, selon le bilan dressé par l'ACLED, 4 523 attentats mortels étaient recensés dans 44 des 54 pays africains. La grande majorité de ces attaques ont frappé mortellement des populations innocentes dans les pays de la bande sahélo-saharienne et les côtes du Maghreb. Certes, selon le GTI, le nombre de décès causés par des attaques terroristes ont baissé de 13% entre 2015 et 2016. Néanmoins, les activités terroristes demeurent « un véritable moteur des migrations forcées » et de déplacements massifs de populations en Afrique. Car, sur les 11 pays les plus touchés par le phénomène du terrorisme, 10 ont enregistré le taux le plus élevé de réfugiés et de déplacés internes en 2017. Loin d'être exhaustives, ces données illustrent le lien très étroit et imbriqué entre l'actuelle crise relative à la gestion des flux de réfugiés, des migrations illégales et clandestines, des trafics illicites, etc.

C'est dans un tel contexte sécuritaire, particulièrement fragile et instable, que le projet « Prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest » a été mis en place pour contribuer à prévenir la radicalisation notamment chez les jeunes, l'extrémisme violent et le terrorisme dans la sous-région. En effet, la radicalisation des jeunes qui optent pour l'utilisation de la violence est un phénomène qui se généralise de plus en plus à travers la sous-région, menaçant ainsi la paix, la sécurité et la stabilité des différents pays. Les jeunes constituent les principales cibles de l'extrémisme violent et du terrorisme, à la fois comme victimes et comme acteurs. La forte présence des jeunes parmi les groupes radicaux et extrémistes qui opèrent dans la sous-région a suscité une stupeur généralisée au sein des populations des pays les plus touchés (Niger, Mali, Burkina Faso, etc.). Dans leurs stratégies d'expansion à travers la bande sahélo-saharienne, les groupes terroristes misent essentiellement sur l'engagement des jeunes pour grossir leur rang, ils recrutent principalement parmi les adolescents et les jeunes femmes. Les jeunes sont de plus en plus vulnérables, puisque les pays n'ont pas les capacités nécessaires pour relever les « défis socioéconomiques de la jeunesse » (formation, emploi, insertion sociale, etc.).

Pour le Gorée Institute, les méthodes répressives classiques (militaires, policières et judiciaires) ne sont plus les seules garantes d'efficacité dans la lutte contre les phénomènes de la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme. Même si elles ont un caractère dissuasif, ces méthodes réactives ne permettent plus, à elles seules, d'être efficace sur le terrain. D'où il est plus que nécessaire que ces approches sécuritaires soient accompagnées d'une stratégie de prévention axée sur la sensibilisation, la formation et l'implication des communautés à la base. C'est donc dans le but de contribuer à endiguer les causes de la radicalisation des jeunes, afin de les prémunir contre les dangers de l'extrémisme violent et du terrorisme, que le Gorée Institute a mis en place ce projet depuis septembre 2015. Avec ce projet, le Gorée Institute entend contribuer de manière significative à la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie de la CEDEAO pour la lutte contre le terrorisme dans la sous-région.

## Rappel des objectifs du projet

Globalement, le présent projet vise à contribuer aux efforts internationaux, sous régionaux et nationaux en faveur de la prévention et la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme en Afrique de l'ouest ; notamment à travers la recherche, la formation et la sensibilisation des jeunes, des femmes et des communautés à la base.

Plus spécifiquement, ce projet vise les objectifs suivants :

- Contribuer à l'avancement des connaissances, par la recherche et la production de données fiables, sur les nouveaux défis sécuritaires liés à la radicalisation, à l'extrémisme violent et au terrorisme en Afrique de l'ouest ;
- Former et outiller une masse critique d'acteurs de la société civile, notamment les jeunes et les femmes, pour leur permettre de mieux comprendre et de contribuer à prévenir les phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent au sein des communautés dans les différents pays ;
- Contribuer à renforcer la résilience chez les jeunes les plus exposés aux risques sécuritaires liés à l'émigration clandestine ; aux trafics illicites ; à la criminalité organisée ; etc.

## Atelier de formation sur le thème : « Jeunesse et résilience face à la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest ».

Cet atelier sous régional s'inscrivait dans le cadre du volet consacré à la formation et au renforcement des capacités des jeunes de la société civile afin de les aider à mieux comprendre et prévenir les phénomènes de la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme. Cette formation était nécessaire puisque les jeunes constituent les principales cibles des groupes extrémistes violents qui opèrent dans la sous-région. Les réseaux criminels et terroristes misent particulièrement sur l'enrôlement des jeunes pour grossir leur rang : leur propagande et leurs stratégies de recrutement sont minutieusement élaborées pour atteindre cette cible, les rendant plus vulnérables que les autres catégories de la population. L'accroissement de la population de jeunes sans emplois et les différents défis socioéconomiques qu'il entraîne pour les pays ont contribué à accentuer cette vulnérabilité de la jeunesse par rapport à ces phénomènes.

Pour lutter efficacement contre la radicalisation des jeunes et leur recrutement par les groupes terroristes, les méthodes répressives classiques (militaires, policières et judiciaires) ne sont plus les seules garantes de résultat, même si elles gardent encore leur caractère dissuasif. Il est donc nécessaire, en plus de la répression, adopter une stratégie de prévention axée sur la sensibilisation et la formation des jeunes. Cette première session de formation a été organisée, du 28 février au 02 mars 2018, à l'intention de 26 jeunes en provenance des 09 pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

L'objectif global de cet atelier était de transférer des connaissances théoriques et pratiques aux jeunes bénéficiaires, afin de contribuer à développer leur esprit critique et de les aider à être plus résilients face aux phénomènes de la radicalisation et de l'extrémisme violent en expansion dans la sous-région.

Plus spécifiquement, cette formation modulaire visait à :

- Permettre aux participants d'avoir une compréhension approfondie des causes et des conséquences de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de terrorisme ;

- Sensibiliser les participants sur les stratégies de recrutement des groupes terroristes, afin de les amener à développer un esprit critique vis-à-vis des messages et des contenus à caractère propagandiste auxquels ils ont accès ou sont exposés ;
- Partager des expériences pratiques en matière de résilience face au terrorisme, et encourager ces jeunes à s'en inspirer et à les mettre en pratique pour contribuer à la prévention de la radicalisation et de résilience face à l'extrémisme violent ou la propagande terroriste ;
- Donner aux participants des outils techniques et des ressources utiles, pouvant les aider dans l'analyse des comportements et l'identification des signes de la radicalisation au sein de leurs familles, leurs communautés, leurs milieux scolaires et académiques, etc.

De manière générale, la présente formation a pour cibles tous les acteurs de la société civile impliqués (et pouvant jouer un rôle efficace) dans la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme en Afrique de l'ouest. Toutefois, compte tenu des ressources budgétaires limitées, les bénéficiaires directs, ayant effectivement participé à cet atelier, étaient au nombre de 26 acteurs de la société civile issus des neuf (09) pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Conformément à la démarche multi-acteurs adoptée dans le cadre de ce projet, les 26 participants à cet atelier ont été sélectionnés sur dossiers parmi les acteurs ci-dessous :

- Leaders d'associations ou mouvements de jeunesse ;
- Représentants des milieux scolaires et universitaires ;
- Professionnels de médias et de la communication ;
- Membres des organisations et réseaux de la société civile ;
- Représentants des organisations religieuses, écoles ou « madrasa ».

La sélection des 26 participants s'est faite, en tenant compte de l'équilibre du genre, de la pertinence des profils par rapport au thème de l'atelier, de l'appartenance effective à une organisation ayant une expérience de travail avérée sur le terrain.



## Résultats obtenus

Les résultats immédiats ci-dessous ont été atteints par l'atelier :

- Les 26 jeunes ont une meilleure compréhension des phénomènes de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme, notamment leurs causes, manifestations et conséquences ;
- Ils ont pris conscience des risques d'endoctrinement et des dangers de l'enrôlement dans des groupes extrémistes et terroristes, et ils pourront adopter une attitude critique vis-à-vis des messages et des contenus à caractère propagandiste auxquels ils auront accès ;
- Ils ont partagé quelques bonnes pratiques à travers des témoignages sur des actions citoyennes menées dans leurs pays ; et ils ont sensibilisé sur un certain nombre de comportements exemplaires et de pratiques efficaces en matière de prévention de la radicalisation et de résilience face à l'extrémisme violent ou la propagande terroriste ;
- Les participants ont reçu des outils pratiques et des ressources théoriques utiles, qui pourront les aider dans l'analyse des comportements et l'identification des signes de la radicalisation au sein de leurs familles, leurs communautés, leurs milieux scolaires et académiques, etc.
- La création d'un réseau d'organisations de la société civile pour faciliter le partage d'information et le renforcement des capacités des jeunes et des femmes dans les pays de la CEDEAO ;
- Créer une mutualisation continue d'expériences et de leçons dans la sous-région.

Au total, cet atelier a permis de constituer un groupe de 26 jeunes acteurs de la société civile suffisamment bien formés pour assurer la continuité du travail de prévention et de lutte contre la radicalisation des jeunes menant à l'extrémisme violent ou au terrorisme. Ces 26 jeunes leaders sont assez outillés pour sensibiliser leurs pairs et former les plus jeunes au sein de leurs associations, des milieux scolaires ou académiques, afin de les aider à se prémunir contre le piège des recruteurs terroristes qui opèrent, notamment via les réseaux sociaux. A cet effet, tous les outils et modules utilisés dans le cadre de cet atelier ont été mis à la disposition des participants afin qu'ils puissent poursuivre efficacement ce travail de sensibilisation et de formation d'un plus grand nombre de jeunes dans leur pays. Ces outils leur seront utiles comme aide-mémoire pour approfondir leurs connaissances. Mais ils pourront surtout s'en servir pour assurer la continuité du travail de mobilisation et de sensibilisation de la jeunesse, à travers des restitutions au sein de leurs organisations, réseaux ou communautés.





## « LEADERSHIP-JEUNE, PREVENTION DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST »

### Rappel du contexte du projet

Le présent projet a été mis en place dans l'optique de contribuer à améliorer la participation des jeunes à la construction d'une paix durable et à la préservation de la stabilité et la sécurité en Afrique de l'ouest. Ainsi, le projet est axé sur la formation et le renforcement des capacités des jeunes leaders de la société civile. Le but est de constituer une masse critique de compétences au sein du leadership-jeune de la société civile, et de les doter de capacités techniques leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la sensibilisation et la formation de la jeunesse tant au niveau national que communautaire.

En effet, l'Afrique de l'ouest est l'une des sous-régions les plus jeunes du continent africain, où l'âge médian dépasse rarement 18 ans, et où plus de 60% de la population est âgée de moins de 25 ans en 2017. Selon les indicateurs sociodémographiques des Nations Unies, cette population très jeune est amenée à doubler d'ici 2050, et une personne en âge de travailler sur quatre (1/4) sur le continent pourrait venir des pays de la zone CEDEAO et/ou de la bande sahélo-saharienne pendant cette période. Cette jeunesse de la population ouest-africaine constitue un potentiel énorme à mobiliser pour construire la paix et le développement durable au niveau national et à travers la sous-région. Malheureusement, la grande majorité des jeunes continuent d'être associés aux maux et fléaux sociaux qui minent la stabilité et le progrès social des différents pays de la sous-région. Ces maux ont pour noms, entre autres : radicalisation, extrémisme violent, terrorisme, drogue, crime organisé, migration irrégulière, etc.

Quel que soit le pays considéré, les mêmes causes produisent les effets pour une jeunesse quasiment logée à la même enseigne et qui, dans son ensemble, subit de plein fouet les conséquences du chômage, de la pauvreté endémique, de la marginalisation ou l'exclusion sociale, etc. En plus d'être dans une situation d'extrême pauvreté et de précarité, l'écrasante majorité des jeunes ouest-africains sont vulnérables aux conflits et à la violence, à la fois comme victimes et comme belligérants. Dans certains pays comme la Guinée, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, etc., des jeunes désemparés et laissés pour compte sont devenus des cibles prioritaires et des recrues potentielles pour des groupes extrémistes violents et terroristes ; des cartels de drogue ; des filières d'immigration clandestine, des groupes criminels organisés, etc.

Pourtant, plutôt que de continuer à être considérée comme un handicap ou un fardeau pour la société, la jeunesse a juste besoin d'être valorisée, formée et outillée pour participer de manière autonome et responsable aux efforts de paix et de développement au sein des communautés dans leurs pays. Car, si elle est valorisée, responsabilisée et bien outillée, cette jeunesse peut devenir une force positive, garante de paix et vecteur de développement. S'ils sont engagés positivement, les jeunes peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction de la violence, l'amélioration de la sécurité et l'opposition à l'extrémisme violent dans leur pays. Ils cesseront ainsi d'être vus comme un problème pour la société, puisqu'ils seront en

mesure de démontrer, par leurs actions, qu'ils sont une véritable solution pour la paix et la cohésion sociale. C'est dans ce sens que s'inscrit ce projet, puisqu'il contribue à constituer une masse critique de jeunes leaders compétents, pleinement engagés et impliqués en tant qu'acteurs clés du développement, de la paix et de la sécurité dans les pays concernés.

## Rappel des objectifs visés par le projet

Globalement, le présent projet a pour objectif de contribuer à l'autonomisation de la jeunesse, en vue d'assurer une participation effective et significative des jeunes dans les processus de paix et de sécurité en Afrique de l'ouest.

## Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, le projet vise les objectifs suivants :

- Fournir aux jeunes de 18 à 35 ans, les plus engagés dans les organisations de la société civile ouest-africaines, les connaissances techniques et les outils dont ils ont besoin pour jouer pleinement leur rôle dans la prévention et la gestion des conflits, ainsi que la sensibilisation des jeunes contre la violence à la base ;
- Aider ces jeunes à développer leurs capacités et leurs aptitudes au leadership, à travers un transfert de compétences, un coaching individuel et collectif adapté, le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de leadership et de gestion des organisations ;
- Promouvoir la « voix des jeunes » sur les questions relatives à la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest, à travers la mise en place et l'animation d'un forum annuel sous régional sur la « jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest » ;
- Contribuer au développement de synergies d'actions entre les structures nationales les plus représentatives des jeunes dans les pays concernés, à travers la mise en place d'une plateforme sous régionale de la jeunesse pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest.

## Cours annuel de formation sur le thème : « Leadership et participation des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique de l'ouest »

Ce cours annuel s'inscrit dans le cadre de la démarche du programme visant à accroître la participation des jeunes et des femmes aux actions citoyennes en faveur de la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique de l'ouest. En effet, dans le domaine de la paix et la sécurité, la participation des jeunes et des femmes demeure très faible et, puisqu'ils sont quasiment exclus des instances décisionnelles, leurs préoccupations sont très rarement prises en compte. Des barrières culturelles, sociologiques et psychologiques persistent, continuant ainsi d'entraver une implication plus importante des femmes et des jeunes. Pourtant, dans les rares cas où des femmes et des jeunes ont participé aux négociations de paix formelles, cela s'est avéré un succès comme au Libéria dans les années 2000, en Guinée en 2010, en Casamance au Sud du Sénégal, etc.

C'est par le biais de la formation pratique, le partage d'expériences, le transfert des compétences et le renforcement des capacités techniques des jeunes leaders que ce projet contribue à l'amélioration de la participation de la jeunesse au processus de paix. C'est dans cet esprit que s'inscrit le cours annuel de formation et de renforcement des capacités sur

le « Leadership et la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique de l'ouest ».

L'objectif global de ce cours annuel est de contribuer à la capacitation des femmes et des jeunes en vue de leur participation effective à la consolidation de la paix et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

Plus spécifiquement, cette formation visait à fournir aux participants des connaissances, capacités techniques et outils pratiques pour qu'ils soient capables de :

- Analyser et comprendre la dynamique des conflits ;
- Identifier les causes, types et niveaux de conflits ;
- Identifier les parties prenantes, leurs positions et intérêts ;
- Comprendre les nouveaux enjeux et défis sécuritaires ;
- Maitriser des outils de prévention et de gestion des situations de conflits ;
- Développer leurs aptitudes au leadership collectif, afin de mieux gérer leurs associations.

Pour atteindre une grande partie de cette cible ambitieuse, des organisations de jeunes et de femmes ont été identifiées dans chaque pays pour bénéficier de cette formation et assurer la continuité au niveau national et local. Ainsi, les trente (30) jeunes hommes et femmes qui ont directement bénéficié de ce cours ont été sélectionnés parmi les leaders des organisations partenaires du Gorée Institute dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

## Résultats obtenus

L'évaluation des différentes sessions et les témoignages des participants attestent du succès de cette formation. Les 30 bénéficiaires sont capables de faire une analyse pertinente des situations de conflits ; d'identifier les causes et les effets, les parties prenantes, leurs positions et intérêts. A travers des échanges lors des restitutions de travaux de groupes en plénière, les participants ont démontré une maîtrise des outils de prévention et de gestion de conflits qui ont été présentés. Ils sont ainsi suffisamment outillés pour assurer un impact sur le terrain, en utilisant ces outils pour sensibiliser et former un plus grand nombre de jeunes et de femmes au sein des organisations, milieux sportifs, scolaires ou universitaires, quartiers, communautés, etc.





PROJET

3

## « PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST »

PROJET 03 : Gouvernance des ressources naturelles : Soutenir les communautés locales, la société civile et les membres du Parlement en leur fournissant les informations et les ressources nécessaires afin que les ressources minérales et pétrolières profitent au pays et à la population du Sénégal

### Rappel du contexte du projet

Ce projet a été mis en place avec l'appui financier de la Fondation Ford pour « favoriser le partage juste et équitable des avantages tirés des ressources minérales et pétrolières au Sénégal, grâce à des recherches, des formations, des forums et une plateforme en ligne pour informer les communautés locales, les organisations non gouvernementales et les membres du parlement ». Le Sénégal est en passe de devenir un pays producteur de pétrole et de gaz. En effet, si le début de l'exploitation de ces ressources peut être situé dans les années 1950 c'est seulement à partir de l'année 2014 que des réserves de classe mondiale ont été découvertes. Depuis 2014, quatre (04) découvertes de champs pétroliers ont été faites dans le bloc Sangomar profond. La découverte SNE-1 a été entièrement évaluée avec des réserves entre 346 et 998 millions de barils pétrole. Le champ gazier Grand Tortue/Ahmeyim, à cheval sur la frontière sénégal-mauritanienne est considéré comme le plus important gisement en Afrique de l'Ouest avec des réserves estimées à 450 milliards de m<sup>3</sup>. **Selon le Directeur général de la Société de pétrole du Sénégal (PETROSEN), Mamadou Faye, l'exploitation des deux gisements SNE et Grand tortue va apporter des revenus totaux de plus de 150 milliards de dollar US soit plus de 84.000 milliards de Francs CFA.**

L'expérience internationale a cependant montré que de la détention de telles ressources par un pays peut constituer une opportunité de développement mais également un risque pour la paix et la stabilité du pays. La majorité des pays africains riches en ressources naturelles sont encore sous l'emprise de ce phénomène du « paradoxe de l'abondance » ou de la « malédiction des ressources », décrit par Terry Lynn Karl dans un de ses ouvrages paru il y a 20 ans. En effet, les études de cas les plus récentes ont montré qu'il existe toujours une forte corrélation entre l'exploitation des ressources minières et la pauvreté, la corruption, les défis socio-économiques et environnementaux, les inégalités et l'instabilité politique. C'est pour cette raison que la gouvernance des ressources pétrolières et gazières apparaît cruciale et doit être inscrite dans l'ordre des priorités de développement durable.

## Rappel objectifs du projet

Le présent projet vise globalement à contribuer à réaliser un partage équitable des avantages pour les populations locales touchées par l'exploitation des ressources minérales et d'augmenter les revenus de l'État.

De manière plus spécifique le projet vise à :

- Mettre en place un cadre de consultation ouvert et une plate-forme numérique a été créée et mise en ligne pour échanger des informations sur les questions liées à la gouvernance des ressources minérales au Sénégal.
- Renforcer les capacités des parlementaires sénégalais sur les questions liées à la justice fiscale, à la transparence et à la responsabilité, afin qu'ils soient plus autonomes et capables de mener des actions de plaidoyer efficaces pour une gouvernance transparente, inclusive et responsable.
- Mettre en place un forum national multipartite annuel pour fournir un cadre de plaidoyer pour la gestion des besoins de la communauté et la prévention des conflits au niveau local.

## Atelier de réflexion sur « les défis et les enjeux du dialogue inclusif sur les questions relatives à la gestion des ressources pétrolières et gazières au Sénégal »

Cette journée d'échanges et de réflexion a été organisée en collaboration avec le Réseau Parlementaire pour le bonne Gouvernance des Ressources Minières (RGM) et l'Observatoire de Suivi des Indicateurs de Développement Economiques en Afrique (OSIDEA), pour analyser en profondeur les défis et les enjeux relatifs à la gouvernance du secteur des ressources minérales au Sénégal. S'inscrivant dans le cadre plus large des activités du Gorée Institute en faveur de la paix, la stabilité et la cohésion sociale au Sénégal, cette rencontre se voulait surtout une contribution au dialogue inclusif entre parties prenantes nationales, en vue d'une meilleure gouvernance des ressources pétrolières et gazières au Sénégal. Eu égard aux tensions de plus en plus fortes au sein de la classe politique sénégalaise, mais surtout aux préoccupations soulevées par les populations dans les zones d'exploitation minière, il était devenu nécessaire de restaurer la confiance entre les différents acteurs dans ce secteur important, afin de décriper le climat politique et d'impulser une dynamique réelle de dialogue constructif et de concertation nationale.

Cette première rencontre d'échanges et de réflexion tenue dans le cadre de ce projet visait les objectifs spécifiques suivants :

- Analyser la problématique de la gouvernance des ressources minières au Sénégal, dresser l'état des lieux des progrès accomplis, des principaux enjeux et défis à relever par ce secteur ;
- Evaluer le cadre juridique et institutionnel de gouvernance du secteur minier sénégalais, afin d'identifier ses forces et/ou ses faiblesses, et recommander des actions spécifiques de nature à améliorer ses performances ;
- Identifier les causes de blocage du dialogue entre parties prenantes du secteur, recueillir des recommandations et élaborer un document de plaidoyer pour un dialogue ouvert et constructif entre parties prenantes du secteur des ressources pétrolières et gazières au Sénégal.

La « démarche multi-acteurs » a été adoptée permettant ainsi d'enregistrer la participation d'acteurs d'horizons divers : des hauts fonctionnaires du Ministère du pétrole et des énergies, des parlementaires, des membres d'associations de la société civile, d'organisations non gouvernementales, des élus locaux, des journalistes et des chercheurs. Les travaux ont pris le format de panels de discussions qui ont débattu des deux thématiques suivantes : - gouvernance des ressources pétrolières et gazières au Sénégal : état des lieux, progrès réalisés, limites et défis » ; - gouvernance et corruption dans la gestion des ressources pétrolières et gazières au Sénégal ». La plus-value de cet atelier a été l'utilisation aussi bien du français que du Wolof dans les présentations et les débats.

## Résultats et recommandations

Cette journée a permis de sensibiliser les parties prenantes clés sur les enjeux et les défis de la gouvernance des ressources pétrolières et gazières au Sénégal au regard de son nouveau statut de pays producteur de pétrole et de gaz à l'horizon 2021. Cette journée apparaît également comme une contribution à la construction d'un consensus national autour de la gestion de ces ressources hautement stratégiques de par les recommandations fortes et consensuelles qui ont été formulées à cet égard. Les recommandations formulées lors de cet atelier ont servi de support à l'élaboration d'un document de plaidoyer sur la répartition équitable des revenus générés par l'exploitation du pétrole et du gaz au Sénégal.

Sur la base du diagnostic qui a été fait, et dans la perspective d'une amélioration de la qualité de la gouvernance des ressources pétrolières et gazières au Sénégal, les recommandations suivantes ont été formulées :

### ❖ **En ce qui concerne le cadre juridique et institutionnel de gestion des ressources pétrolières et gazières :**

- o L'harmonisation de la Constitution avec le code pétrolier ;
- o La mise en œuvre des dispositions de la Constitution sur les ressources naturelles en termes de participation des populations ;
- o L'association de la société civile et du secteur privé à l'élaboration du nouveau code pétrolier ;
- o La diversification des organes de gouvernance des ressources gazières et pétrolières sur une base tripartite (Administration publique, société civile, secteur privé) ;
- o La création d'un organe autonome de régulation du secteur des hydrocarbures avec un statut d'autorité administrative indépendante qui suppose le confinement de PETROSEN à ses fonctions commerciales ;
- o L'association du Comité National de l'ITIE (CN-ITIE) et d'autres ministères, notamment celui en charge de l'environnement, à la négociation des contrats pétroliers et gaziers ;
- o La réglementation de la RSE (responsabilité sociétale d'entreprise) en s'inspirant de modèles des pays comme le Canada ;
- o Le renforcement des moyens de contrôle de l'administration sur les ressources pétrolières et gazières.

❖ **En ce qui concerne le renforcement de la transparence et de la lutte contre la corruption :**

- o La consolidation du cadre institutionnel et juridique de lutte contre la corruption, notamment par la transposition des conventions de lutte contre la corruption ;
- o La suppression des clauses de confidentialité dans les contrats pétroliers et gaziers ;
- o L'extension de la déclaration de patrimoine et d'intérêts des agents intervenant dans la gestion des ressources minières et gazières ;
- o La standardisation accrue des clauses contractuelles pour réduire la marge de manœuvre des agents négociateurs ;
- o La substitution de la procédure d'appel d'offre à l'approche porte ouverte pour l'attribution des blocs ;
- o L'adoption d'une loi sur la propriété réelle ;
- o La promotion des droits humains ;
- o L'association de la société civile à tous les processus et instances de gouvernance des ressources pétrolières et gazières ;
- o La traçabilité des revenus générés par l'exploitation des ressources pétrolières et gazières ;
- o L'audit régulier de PETROSEN.

❖ **Pour la maximisation des revenus générés par l'exploitation des ressources pétrolières et gazières :**

- o Le renforcement des capacités de négociation de l'administration pour une meilleure prise en compte des intérêts de l'Etat ;
- o La rationalisation et un meilleur ciblage des exonérations fiscales ;
- o L'inscription du bonus de signature dans le code pétrolier ;
- o La taxation des cessions de titres miniers d'hydrocarbures ;
- o La révision à la hausse des redevances reçues sur la production ;
- o La renégociation des contrats déséquilibrés notamment ceux irréguliers ;
- o Le renforcement de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale en dotant l'administration fiscale des capacités techniques et humaines adéquates ;
- o Le gel de l'attribution des blocs jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau code pétrolier ;
- o La prise en compte du « excess-oil » ou surplus par le code pétrolier en gestation, notamment par le remplacement des clauses de stabilisation par des clauses de renégociation.

❖ **En ce qui concerne la répartition équitable des revenus générés par les ressources pétrolières et gazières :**

- o L'adoption de la clé de répartition suivante :
  - Une quote-part pour alimenter un fonds d'investissement pour les générations futures ;
  - Une quote-part pour le budget de l'Etat ;
  - Une quote-part pour alimenter un fonds de cohésion sociale et de prévention des conflits
  - Une quote-part pour les collectivités locales en tirant les leçons du fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales (Décret n°2015-1879 du 16 décembre 2015).

## Atelier de réflexion sur les défis actuels de la réalisation la justice fiscale dans le secteur extractif

Dans les quatre ou cinq prochaines années, le Sénégal fera certainement partie du groupe restreint des pays « riches en ressources naturelles », suivant la définition du FMI<sup>1</sup>. En effet, selon le Directeur Général de la Société nationale du pétrole (PETROSEN), le Sénégal est riche en cinq gisements majeurs contenant des réserves estimées à 450 millions ou 500 millions de barils<sup>2</sup>. Selon le Comité national de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (CN-ITIE), le secteur minier sénégalais – qui reste principalement dominé par l'extraction de l'or – a contribué pour plus de 101 milliards de francs CFA au budget général de l'État, dont 8 milliards de FCFA provenant du secteur des hydrocarbures (gaz et pétrole). En 2015, ce secteur représentait 1,79% du PIB (1,26% en 2014), sans compter les activités induites (externalisation, RSE, etc.), 8,27% des recettes de l'État et 30% des exportations (23% en 2014)<sup>3</sup>.

Ces résultats sont appelés à évoluer, grâce à l'exploitation prochaine d'importantes quantités de pétrole et de gaz récemment découvertes au large des côtes sénégalaises. Sans doute cette manne pétrolière et gazière est une opportunité pour le pays de transformer structurellement son économie et d'améliorer de manière significative les conditions de vie des Sénégalais dans les années à venir. C'est donc à juste raison qu'on s'attend à ce que le secteur extractif sénégalais soit un pilier important de l'économie nationale dans le moyen et long terme. C'est certainement dans cette optique que le gouvernement a attribué un rôle moteur à ce secteur dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie de développement socio-économique promue par le Plan Sénégal émergent (PSE).

Le Fonds monétaire international (FMI) définit un pays comme étant « riche en ressources » lorsque les exportations de ressources naturelles non renouvelables comme le pétrole, les minéraux et les métaux représentent plus de 25 % de la valeur des exportations totales du pays. Ainsi, il est attendu que le PSE soit porté à hauteur de 35-40% par le secteur extractif, dont 60% par le projet de fer de la Falémé (20% des objectifs du PSE). En réalité, il est possible d'atteindre les objectifs principaux de cette importante stratégie de développement, en s'appuyant sur le secteur extractif. Cependant, pour mettre ce secteur au service du bien-être des populations et de la réalisation de sa nouvelle stratégie de développement humain durable, le Sénégal devra relever entre autres les principaux défis suivants :

<sup>1</sup> Le Fonds monétaire international (FMI) définit un pays comme étant « riche en ressources » lorsque les exportations de ressources naturelles non renouvelables comme le pétrole, les minéraux et les métaux représentent plus de 25 % de la valeur des exportations totales du pays. La classification du FMI a été fondée sur les données de 2005-2010.

<sup>2</sup> Déclaration du DG de PETROSEN (Société nationale du pétrole), publiée le 20 octobre 2016.

<sup>3</sup> Cf. Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (CN-ITIE), rapports de conciliation 2014, 2015, 2016.

- Renforcer la capacité du parlement sénégalais afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle de suivi et d'évaluation de l'action publique, et de défense des intérêts du peuple ;
- Promouvoir un dialogue ouvert et une consultation régulière entre les principales parties prenantes nationales (gouvernement, parlement, acteurs politiques, secteur privé, société civile, communautés locales, etc.) ;
- Accroître la participation des acteurs de la société civile à la gouvernance de ce secteur, en renforçant leurs capacités en matière de plaidoyer et de sensibilisation des populations ;
- Accroître la capacité de l'Administration fiscale dans la définition et la mise en œuvre de politiques fiscales justes et efficaces.

Par ailleurs, il est important de souligner qu'une meilleure gouvernance des ressources minières et des hydrocarbures implique nécessairement la mise en place d'un mécanisme de gestion permettant d'accroître la transparence et d'assurer la justice fiscale dans ce secteur. La justice fiscale, entendue au sens de la Déclaration universelle du droit à la justice fiscale comme élément de la justice sociale, consiste à s'assurer que toutes les personnes physiques et morales paient le montant d'imposition approprié pour assurer la viabilité et le fonctionnement de la démocratie. En d'autres termes, « il s'agit d'un système où chaque contribuable participe à la charge fiscale à hauteur de ses capacités et revenus, mais également en fonction de ses activités »<sup>4</sup>. Cela permet aux services Etats de collecter les recettes intérieures nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens, lutter contre les inégalités et promouvoir le bien-être social.<sup>5</sup>

En définitive, il s'agit pour un pays comme le Sénégal de s'assurer que tous les investisseurs dans le secteur des ressources naturelles paient leur juste part d'impôts afin d'engendrer un développement durable et une démocratie qui fonctionne<sup>6</sup>. Dans leur rapport intitulé « Baromètre de la fiscalité équitable au Sénégal » et publié en 2015, Oxfam et le Forum Civil avaient révélé que le système fiscal sénégalais ne remplissait pas encore toutes les conditions pour aboutir à une équité fiscale et ce malgré les efforts qui avaient été faits en vue d'une fiscalité plus juste et une répartition équitable des dépenses publiques sur les dix (10) dernières années. L'assiette et le recouvrement restent approximatifs entraînant ainsi des injustices fiscales.

Globalement, l'objectif était de parvenir à une meilleure connaissance des problèmes et défis majeurs du secteur des minéraux au Sénégal, ainsi qu'à la définition d'une stratégie commune, avec des actions concrètes qui concourent de manière significative et innovante à la réalisation de la « justice fiscale » dans le secteur extractif sénégalais.

Plus spécifiquement, l'atelier visait les objectifs suivants :

- Analyser le cadre juridique, institutionnel et opérationnel de la fiscalité des industries extractives au Sénégal, évaluer les forces et faiblesses des régimes fiscaux en vigueur et identifier des leviers à actionner pour réaliser une collecte optimale et un partage équitable des revenus issus du secteur extractif sénégalais;
- Evaluer l'impact réel des revenus tirés du secteur extractif sur les communautés locales, examiner l'effectivité des mécanismes de redistribution des revenus et proposer des actions concrètes pour une meilleure prise en charge des droits humains et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Cet atelier a enregistré la participation d'une trentaine de personnes venant d'horizons divers Il s'agit notamment de :

- Représentants des ministères compétents de l'Etat ;

<sup>4</sup> Amaya LONDON et Grégoire NIAUDET, *De la transparence des industries extractives à la lutte pour la justice fiscale*, Secours Catholique, Caritas France

<sup>5</sup> C'est l'une des recommandations importantes issues de la conférence sur le financement du développement durable tenue en juillet 2015 à Addis-Abeba a souligné l'importance pour les pays en développement d'accroître la mobilisation de ressources fiscales internes.

<sup>6</sup> Cf. Déclaration universelle du droit à la justice fiscale comme élément de la justice sociale, adoptée lors de la 1ère édition du Forum social mondial (FSM) tenu à Porto Alegre, au Brésil, en 2001.

- Représentants du Réseau Parlementaire pour une bonne Gouvernance des ressources Minérales (RGM) ;
- Représentants du Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Sénégal (CN-ITIE) ;
- Représentants du Comité d'orientation stratégique du pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ) ;
- Représentants du Syndicat des Travailleurs du Pétrole et du Gaz au Sénégal (SNTPGS) ;
- Représentants des entreprises et investisseurs privés dans le secteur ;
- Représentants des organisations et réseaux clés de la société civile nationale ;
- Représentants des Partenaires techniques et financiers ;
- Experts indépendants et personnes ressources du Gorée Institute.

## Résultats et recommandations

L'évaluation de cet atelier a donné essentiellement deux motifs de satisfaction. Le premier concerne la participation qualitative et quantitative à l'atelier. Qualitative d'abord en ce que le niveau d'expertise était très élevée. Quantitative ensuite parce que le taux de participation a avoisiné les 100%. Les conclusions et recommandations suivantes ont été formulées lors de cet atelier :

- o La nécessité de maximiser les revenus avant de songer à les redistribuer ;
- o Le renforcement des moyens de l'Administration fiscale pour lui permettre de faire face aux pratiques d'optimisation des sociétés minières et pétrolières ;
- o La nécessité de réfléchir à une clé de répartition des revenus réaliste en tirant les leçons de l'expérience tchadienne ;
- o L'exigence de veiller à ce que les perspectives de revenus tirés de l'exploitation des ressources gazières, pétrolières et gazières en particulier ne conduisent à un endettement insoutenable ;
- o La nécessité de cerner la notion de générations futures ;
- o La définition du rôle du Parlement tant dans la définition des politiques relatives aux ressources minières, pétrolières et gazières et le contrôle qu'il doit exercer. La société civile devrait ainsi mener un plaidoyer dans ce sens ;
- o L'élaboration d'un Guide sur la RSE en s'inspirant de l'expérience canadienne ;
- o La nécessité d'adapter les normes comptables aux défis émergents dans le secteur gazier et pétrolier ;
- o La nécessité de mener une réflexion sur les normes comptables à adopter : normes comptables propres ou normes comptables internationales ;
- o La modification du statut du FONSIIS gestionnaire annoncé du Fonds d'investissement ;
- o L'affectation d'une partie des revenus au Fonds d'équipement des Collectivités locales ;
- o Une nécessaire réflexion sur les options qui s'offrent au Sénégal : beaucoup investir dans l'économie ou épargner.



## Atelier de partage du rapport ITIE 2017

Dans la dynamique de sa mission de veille et de sensibilisation, le Réseau Parlementaire pour la Bonne Gouvernance des Ressources Minérales (RGM), a tenu un atelier spécial de présentation du nouveau Rapport de l'ITIE le 17 Décembre sur l'île de Gorée. En effet, conformément à sa volonté d'agir efficacement dans le respect et la préservation des intérêts des populations, ce cadre de partage revêtait une importance particulière pour l'ensemble des acteurs pour mettre à jour les différentes problématiques relatives au secteur extractif. L'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) reconnue pour son engagement et ses travaux dans le domaine a récemment produit un Rapport qui définit l'état des lieux du secteur au courant de l'année 2017. Ainsi, l'occasion a été saisie par le Réseau en partenariat avec la Fondation Ford pour partager les principales conclusions issues de cette étude et permettre aux parlementaires de mieux s'imprégner des enjeux de l'exploitation des ressources minérales au Sénégal. Plusieurs autres organisations de la société civile et personnes ressources ont également participé à l'activité, témoignant à priori, de la richesse des échanges entre les parties prenantes. De pertinentes réflexions et des recommandations fortes ont été capitalisées par les participants au terme de cet atelier pour envisager de meilleures perspectives du secteur stratégique des industries extractives.

L'atelier de partage du Rapport 2017 de l'ITIE poursuivait les objectifs spécifiques suivants :

- Partager le nouveau rapport du secrétariat de l'ITIE avec les parlementaires membres du RGM et la société civile. Cet atelier vise ainsi, à impulser un cadre d'échange, de discussion et de dialogue multifactoriel autour des questions essentielles de la gouvernance du secteur extractif et de contribuer à renforcer davantage la politique de transparence.
- Permettre aux parlementaires membres du RGM de mieux s'approprier les résultats du rapport de l'ITIE. - Initier

la discussion sur comment mieux outiller le secrétariat de l'ITIE dans la perspective de l'exploitation du pétrole et du gaz afin qu'il poursuive sa mission sans contraintes majeures.

- Echanger sur des axes de plaidoyer pour accompagner l'effectivité de la distribution des recettes issues du secteur minier aux profits des communautés impactées.

Le Rapport ITIE 2017 a été présenté en session plénière par le Secrétaire permanent adjoint du Comité national ITIE Sénégal. Le principe retenu pour cet atelier de partage a été de rendre plus digeste le contenu du rapport global, afin de permettre une meilleure appropriation des principaux enseignements ressortis de l'étude. En effet, l'étude a couvert la période allant du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2017. La présentation a été axée sur des éléments les plus importants, en mettant en relief les aspects utiles pour l'information et la sensibilisation des parlementaires sur les défis relatifs à la gouvernance du secteur des ressources minérales au Sénégal. A ce titre, les points du rapport ci-après ont été revisités :

- Choix du périmètre des entreprises et des flux ;
- La situation des titres ;
- Analyse du potentiel minier, pétrolier et gazier ;
- Contribution du secteur extractif en 2017 ;
- Analyse de la contribution du secteur extractif en 2017 ;
- Contributions par entreprise ;
- Analyse des revenus par flux de paiement en 2017 ;
- La fiabilité des données.

Ces aspects méthodologiques ont été relevés pour renseigner sur la procédure qui a conduit aux résultats obtenus durant la période 2017.

## Résultats et recommandations

La présentation du rapport a permis de dresser l'état actuel des enjeux du secteur extractif, notamment en termes de revenus en 2017, estimés à 126, 7 milliards dont les 108, 7 milliards ont été reversés dans le budget de l'Etat. Ceci montre en chiffres les valeurs liées au secteur dans l'économie du pays et met en lumière le poids des revenus par secteur. Une analyse d'ensemble de ces différentes données laisse entrevoir un secteur minier plus important au regard des licences octroyées mais également de la production. Prenant le cas du phosphate dans le secteur minier, il en ressort une importante production évaluée à 1,38 millions de tonnes en 2017 et des gisements dans la localité de Matam également avec un fort potentiel.

Concernant le gaz, les découvertes de 2014 ont permis de positionner le Sénégal dans la sphère des pays avec de fortes capacités de production sur le plan international. GRAND TORTUE, Téranga et Yakaar sont les principales zones renfermant ce gaz offshore. Les blocs de Cayar et de Saint-Louis sont tout aussi importants avec comme compagnie d'exploitation le groupe BP ENERGY Sénégal. Toujours dans le secteur gazier, il est important de retenir également la baisse de production du groupe FORTESA basé principalement dans la localité de Gadiaga. Le Rapport 2017 montre ainsi une problématique d'épuisement de la réserve de cette zone qui marque ainsi le principal facteur de cette courbe descendante en termes de production.

Au regard du Rapport ITIE 2017, il est clairement apparu une faiblesse des revenus issus du secteur extractif relativement à certains domaines dont la redevance minière semble particulièrement être négligeable. En cela, s'ajoute un bénéfice moindre des collectivités de ces recettes en raison de la transparence des impôts locaux pour la collecte des droits et autres de taxes versés par les compagnies pétrolières. Ces préoccupations soulevées dans ce nouveau Rapport ITIE vont constituer une priorité sur laquelle les parlementaires et élus locaux devront se pencher pour orienter certaines mesures réglementaires en matière de contenu local, mais aussi concernant le fonds de développement local, le fonds de réhabilitation des sites en vue de mieux prendre en charge les besoins des populations situées dans les zones impactées. L'exhaustivité des données de l'étude et leur fiabilité relativement à la méthodologie utilisée auprès des administrations et compagnies d'exploitation ont permis en bonne foi de garantir la conformité pratique des revenus communiqués dans le rapport de 2017.

En définitive, au-delà de la présentation du rapport ITIE de l'année écoulée, l'atelier a constitué un cadre d'appréciation et d'analyse transversale des différents rapports ITIE depuis 2013. Cet exercice a permis de mieux comprendre l'évolution des initiatives prises dans le secteur extractif au Sénégal et les données nouvelles ainsi que leurs facteurs déterminants dans le contexte actuel. L'analyse croisée des cinq chiffres (2013, 2014, 2015, 2016 et 2017), notamment la comparaison des deux derniers rapports, a fait état d'une hausse substantielle de 8,5% en 2017.

Les contributions du secteur extractif sont regroupées selon des domaines précis et donnent une configuration qui laisse voir une plus grande influence notée dans les exportations (35,5%) et d'une moindre influence dans les recettes courantes (4,6%). Concernant la contribution du secteur extractif pour l'année 2017, il est à retenir que les effets sont assez positifs par rapport à la balance des paiements, mais reste tout de même « en transparents » sur le PIB et au niveau de l'emploi.

En guise de conclusion, on peut retenir que l'analyse de la contribution du secteur extractif révèle une nette hausse de domaine spécifique des mines qui a pour déterminant la taxe spéciale sur le ciment introduite dans le cadre de la Loi de finances initiale de 2017. Le domaine pétrolier a également connu une sensible augmentation en raison de facteurs occurrence tels que le bonus de signature de payé au Groupe Total ou encore l'appui versé au Trésor Public pour la mise en place de l'Institut National de Pétrole et de Gaz (GAZ).

La présentation du Rapport ITIE 2017 a permis d'identifier des axes de réajustement dans le secteur extractif au Sénégal. En vue d'une amélioration des résultats dans ce secteur, les trois recommandations suivantes ont été formulées par les participants :

- Publier la liste des permis dont les titulaires vont opter pour le code minier de 2016 et si possible de l'acter par arrêté et/ou l'amendement des conventions minières pour l'introduction des nouveaux droits et obligation conformément aux dispositions du nouveau code.
- Afin d'éviter que les écarts ne se reproduisent dans les prochains rapports, il est recommandé aux entreprises : - d'acquiescer d'ici la fin de l'année 2019 un numéro de crédit afin de leur faciliter le suivi et la comptabilisation de leurs paiements à la douane, et la réconciliation de leurs paiements dans le cadre du Rapport ITIE ; - d'inviter leurs transitaires à utiliser leur numéro de crédit dès acquisition, et dans ce cas l'utilisation du crédit en douane est strictement limitée opérations propres à l'entreprise.
- Lancer une consultation avec les entreprises et la DMG/DH en vue d'identifier les flux qui sont payables par projet ainsi que les obstacles à la divulgation des paiements par projet et le cas échéant déterminer les différences de règles qui peuvent exister avec les données publiées par les Groupes en application des directives en normes internationales.

## Perspectives et priorités pour la période 2019-2021

Au regard de la complexité des défis sécuritaires actuels, mais surtout de leurs implications pour la paix et la stabilité pour les années à venir, les perspectives et priorités du présent programme s'inscrivent dans la continuité des actions menées lors des trois dernières années. Néanmoins, tout en maintenant les mêmes projets pour les trois prochaines années, il sera nécessaire de procéder à une légère redéfinition des objectifs spécifiques du programme, afin de mettre prioritairement l'accent sur la prévention des causes des phénomènes les plus menaçants tels que : la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme (i) ; la criminalité organisée impliquant les jeunes (ii) ; la mauvaise gestion des ressources naturelles (iii) ; et les violences inter ou intra-communautaires (iv), etc. Il en est de même des cibles (jeunes, femmes, représentants communautaires, media locaux), qui demeurent pertinents eu égard aux modestes résultats déjà obtenus d'une part, mais surtout des défis importants à relever au cours des prochaines années d'autre part.

Durant la période 2019-2020, le champ d'intervention du programme sera circonscrit au niveau national et la stratégie réaménagée pour atteindre le plus grand nombre possible de jeunes et de femmes, et de parties prenantes pertinentes identifiées aux local et communautaire. Sous ce rapport, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Remobiliser tous les acteurs des OSC déjà formés dans les différents pays, les outiller davantage et les accompagner en s'appuyant sur eux comme des « relais nationaux ou communautaires » pour assurer la formation, le plaidoyer et la sensibilisation des populations à la base ;
- Redynamiser toutes les sections nationales et réseaux membres de la « Plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest », mise en place à Abidjan (Côte d'Ivoire) en juillet 2016, et les appuyer dans leurs actions en faveur de la promotion de la paix et la non-violence, notamment auprès de la jeunesse ;
- Renforcer les capacités organisationnelles des associations de jeunes et de femmes bénéficiaires du programme dans chaque pays-cible, pour les aider à mieux gérer leurs structures, à être plus crédibles auprès des bailleurs, des autorités nationales et des communautés ;
- Continuer à promouvoir la bonne gouvernance du secteur des ressources naturelles, en organisant des sessions nationales de plaidoyer et de dialogue multi-acteurs sur les défis spécifiques posés par ce secteur dans chaque pays cible, et en mettant en place des plateformes d'échange, à l'instar de celle mise en place en République de Guinée en mars 2017 et celle lancée au Sénégal depuis novembre 2018.
- Mettre en place, en conformité avec la redéfinition des objectifs spécifiques du programme, deux nouveaux projets dont l'un sur « la criminalité organisée impliquant les jeunes » ; et l'autre sur « les violences inter ou intra-communautaires ».

En définitive, la stratégie de plaidoyer du programme sera axée sur l'information et la sensibilisation des autorités nationales et locales compétentes, afin de les aider à mieux appréhender les risques et prendre des mesures concrètes adaptées pour anticiper les cas de violence. D'une part, le plaidoyer se fera à travers la production et la dissémination de notes d'analyse sur les domaines thématiques couverts par le programme. D'autre part, il se fera par la facilitation de sessions nationales de dialogue et d'échange entre différentes parties prenantes, et l'élaboration de recommandations sur les solutions partagées.



# Programme Gouvernance et Processus politiques (PGPP)

## 1. Rappel objectifs programme PGPP

L'un des objectifs stratégiques du programme Gouvernance et Processus Politiques est de promouvoir et faciliter la création de réseaux d'organisations de la société civile, d'organes de gestion des élections et d'institutions régionales et sous régionales pour la facilitation du dialogue politique, mais aussi et surtout la professionnalisation de l'administration, de la gestion et de l'observation électorale en Afrique de l'Ouest.

Globalement, le programme poursuit deux objectifs stratégiques :

**OS 1 :** Participer à l'avènement de processus politiques et électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi acteurs : Etat, partenaires techniques, organisation de la société civile, organes de gestion des élections, instances de régulation, etc.

**OS 2 :** Contribuer à une meilleure connaissance des phénomènes contemporains africains par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche.

## 2. Objectifs spécifiques

- Fournir aux institutions destinées aux monitorings des Droits de l'Homme un dispositif de collecte rapide, de recueil, de remontée et de production d'informations permettant de faire périodiquement une analyse de la situation des Droits de l'Homme pour instaurer un système d'alerte précoce et de réponse rapide.
- Contribuer à la réalisation des stratégies nationales et communautaires de la zone cible destinées à la prévention et à la résolution de conflits, par le monitoring, le renforcement des capacités, l'accompagnement technique, la recherche et l'intervention.
- Procéder, grâce à des études de cas, à cerner certaines problématiques liées à la bonne gouvernance pour une contribution au renforcement des processus politiques et de bonne gouvernance en Afrique.
- Finaliser un programme informatique permettant de disposer d'un outil informatique d'alerte précoce et de réponse rapide en période électorale.
- Finaliser un outil d'aide à la décision du point de vue sécuritaire en période électorale.

- Aider à anticiper les facteurs potentiellement « conflictogènes » et à proposer des mesures préventives.
- Mettre en place un cadre d'échange réunissant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité.
- Rendre intelligibles, par la recherche et par ces études de cas précises, certaines problématiques d'envergure, pouvant influencer sur la paix, la stabilité en Afrique.
- Instaurer annuellement une rencontre régionale (ou sous régionale) rassemblant des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des média travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, pour faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux de recherches, des programmes initiés, des actions entreprises ou en cours de réalisation.

La contribution de l'Institut Gorée à la Paix et la Sécurité en Afrique est efficace si des dynamiques porteuses d'évolution et de changement durables axées sur les problématiques de la Gouvernance et des Processus politiques (et électoraux) sont impulsées à travers des actions multiformes (accompagnement technique, veille stratégique, recherche, formation, réseautage, mise en synergie, facilitation et intervention) d'envergures régionale et continentale.



### 3. ACTIVITES REALISEES du PGPP

#### Activité 1 : Programme de relance et d'accompagnement du dialogue politique en Guinée Bissau

Depuis son accession à l'indépendance, la Guinée Bissau traverse régulièrement des instabilités politiques. Cette situation est amplifiée par l'option politique prise à partir des années 2000 de s'ouvrir à la démocratie. Dans le cadre du projet démocratique, du fait des collisions existant entre le pouvoir politique et le milieu affairiste bissau-guinéen, le pouvoir est perçu comme un espace d'interaction et d'interrelation entre acteurs politiques et d'autres milieux affairistes. Il est paradoxal de voir qu'aucun des Présidents démocratiquement élus n'a pu exercer son mandat constitutionnel jusqu'à son terme du fait de coups d'Etats successifs et récurrents. De même, le pays vit depuis son indépendance sous le joug d'une histoire politique mouvementée causée par un processus d'accession à l'indépendance bien particulière. Par ailleurs, la Guinée Bissau, l'un des pays les plus pauvres au monde selon l'Indice de développement humain (PNUD) et des plus assistés, est un Etat classé de narco trafiquant. Ainsi, depuis plus d'une décennie, aussi bien l'Etat Bissau Guinéen, les institutions qui le portent, que le projet démocratique, ont été durablement et effectivement éprouvés.

Aujourd'hui, un conflit durable au niveau de l'Exécutif Bissau guinéen a causé un blocage quasi profond du fonctionnement des institutions en Guinée Bissau, blocage qui n'est que la manifestation de plusieurs difficultés politico-socio-institutionnelles.

L'Institut Gorée capitalise plusieurs années d'intervention en Guinée Bissau, durant lesquelles il s'est fortement impliqué dans le dénouement des blocages politiques récurrents en Guinée Bissau. Ces interventions sont à lire à l'aune de la Mission que s'est assignée l'Institut Gorée « d'œuvrer à l'avènement de sociétés africaines paisibles et auto suffisantes en Afrique ». Le Programme de relance et d'accompagnement du dialogue politique en Guinée Bissau ainsi mis en œuvre visait à contribuer à une stabilisation des institutions politiques, à la paix, à la sécurité et à la poursuite des dynamiques de facilitation du dialogue politique à travers une approche multi acteurs (Groupe de contact, autorités, acteurs politique, femmes et jeunes).

#### **Mission exploratoire et de contact**

Ainsi, en vue de la réalisation, une mission de contact et d'informations s'est tenue à Bissau, au terme de laquelle :

- le Programme est vulgarisé à l'intention des parties prenantes essentielles au processus politique en cours en Guinée Bissau pour une large adhésion
- des contacts stratégiques ont été établis en vue de l'atteinte des objectifs assignés pour une appropriation au plus haut niveau du Programme
- quelques préalables d'ordre logistique et organisationnel sont réalisés

A la suite de la mission de contact, la mise en œuvre du Programme de relance et d'accompagnement du dialogue politique en Guinée Bissau, l'objectif principal est de contribuer à une stabilisation des institutions politiques, à la paix, à la sécurité et à la poursuite des dynamiques de facilitation du dialogue politique à travers une approche multi acteurs (Groupe de contact, autorités, acteurs politiques, femmes et jeunes) proprement dit a eu successivement plusieurs composantes.

## Composante 1 : Atelier de formation des femmes et des jeunes en Plaidoyer et Prévention des conflits

L'objectif global de cet atelier était d'impulser une dynamique unitaire de la société civile Bissau guinéenne pour une meilleure implication dans le processus politique en cours en Guinée Bissau.

De manière plus spécifique, il s'agissait de :

- Renforcer les capacités des organisations de la société civile Bissau guinéenne les plus significatives dans les domaines de la gouvernance, de la paix et de la sécurité. Ceci afin de légitimer leur implication dans la facilitation du dialogue politique
- Contribuer à une meilleure synergie de la société civile Bissau guinéenne pour leur contribution qualitative aux processus en cours en Guinée Bissau
- Outiller les femmes et les jeunes acteurs de la société civile de Guinée Bissau dans une perspective de relance et d'approfondissement du dialogue politique
- Faciliter l'érection d'une large plateforme de la société civile Bissau guinéenne pour une contribution effective dans la mise en œuvre des politiques publiques

**Au terme de la formation, les résultats obtenus sont les suivants :**

- Les acteurs les plus pertinents à impliquer dans le cadre des activités de renforcement de capacités et du Forum Bissau guinéen sont identifiés
- Les capacités de 30 femmes et jeunes d'organisations de la société civile Bissau guinéenne sont renforcées dans diverses thématiques relatives à la démocratie, la gouvernance, le renforcement de la paix
- 29 organisations de la société civile Bissau guinéenne sont renforcées en vue de leur contribution qualitative à l'édification de la paix et de la stabilité institutionnelle en Guinée Bissau



- Les jalons d'une collaboration durable et structurée de la société civile bissau guinéenne sont posés

Par ailleurs, une forte Déclaration signée par les 29 organisations et réseaux d'organisations représentés à l'atelier, dans laquelle Déclaration, ils ont :

- Lancé un appel à la communauté nationale, en général, afin de créer un environnement favorable au respect et à la dignité de l'Etat de droit démocratique ;
- Exhorté les acteurs politiques, en général, à poursuivre un dialogue inclusif et sincère et à prendre en compte les intérêts supérieurs de la nation comme moyen de mettre fin à la crise politique actuelle ;
- Lancé un appel à tous ceux qui sont impliqués dans ce processus de dialogue politique afin qu'ils respectent les droits fondamentaux et les lois de la République en tant que moyen d'affirmer les valeurs de justice, de paix, de stabilité et de réconciliation nationale ;
- Rejeté tout acte de manipulation, de trafic d'influence à l'endroit de l'opinion publique, nationale et internationale ;
- Exhorté le pouvoir judiciaire à respecter scrupuleusement la loi ;
- Lancé un appel au calme à tous les citoyens pour contribuer à la paix sociale et à la stabilité ;
- Lancé un appel à la retenue des forces de défense et de sécurité dans l'accomplissement strict de leurs missions;

Cette Déclaration reste un résultat d'une réelle plus-value en ce qu'elle se réalise de manière inattendue et renseigne sur le niveau d'engagement des organisations de la société civile pour la résolution du blocage politique en Guinée Bissau.

## **Composante 2 : Mobilisation du Groupe de contact de facilitation du dialogue politique**

A la suite de l'atelier de formation à l'intention des organisations de la société civile de femmes et de jeunes dans la prévention des conflits, une action de facilitation fut menée afin d'accompagner la dynamique citoyenne impulsée à travers l'atelier de formation et la forte Déclaration qui en est issue.

Un Groupe de contact de haut niveau fut mobilisé, avec à sa tête le Président Dioncounda Traoré, ancien Président de Transition du Mali.

Les principaux objectifs du Groupe de contact ont été :

- Prendre contact, avec le soutien de l'Institut Gorée, avec toutes les parties prenantes au processus politique en cours en Guinée Bissau, afin de contribuer à une relance du processus politique
- Initier des entrevues avec les autorités politiques pour une meilleure compréhension des enjeux et, sur cette base, proposer des solutions de sortie de crise
- Rencontrer les institutions internationales et communautaires basées à Bissau et ayant un rôle dans la facilitation du dialogue politique Bissau guinéen
- Rencontrer les initiatives de médiation entreprises au plan local
- Présider et accompagner la tenue du Forum inter Bissau guinéen qui se tiendra durant la présence du Groupe de contact sur le terrain
- Faire des propositions de sortie de crise, tenant compte de toutes les initiatives déjà entreprises et ayant pour finalité de faciliter le dénouement de la crise politique en Guinée Bissau

Au terme de la mission, il convient de reconnaître qu'en adéquation avec les objectifs qui leur ont été assignés, toutes les parties prenantes essentielles au processus politique en cours ont été rencontrées : Etats, ministères directement impliqués, partis politiques, médias, société civile, chancelleries, etc.

Précisons que cette mission fut tenue dans un contexte effervescent d'organisation du Congrès du PAIGC, mais également de remaniement ministériel, ce qui n'a pas constitué des facteurs de blocage de la mission du Groupe de contact. Ce constat pour prouver l'intérêt suscité par la mobilisation du Groupe de contact, mais surtout par l'adhésion des parties prenantes au processus de facilitation et de relance du dialogue politique.

Des rencontres effectuées, il est à retenir :

- Les bonnes dispositions des autorités politiques à poursuivre les efforts de facilitation du dialogue politique
- Les engagements des autres parties prenantes politiques au respect de l'Accord de Conakry
- Les bonnes dispositions de la société civile à accompagner le processus de dialogue et de facilitation pour la relance du dialogue politique
- Les augures prometteurs du dialogue politique du fait d'une mobilisation des partenaires multilatéraux présents en Guinée Bissau à accompagner et à appuyer toute initiative de facilitation du dialogue politique

En mobilisant ce Groupe de contact de haut niveau, l'Institut a voulu conforter son positionnement dans la facilitation et la médiation. Habituellement, la mobilisation d'un Groupe de contact est effectuée en période électorale dans le cadre de programmes d'accompagnement à travers son Unité d'assistance électorale. Par ailleurs, en tant qu'institution panafricaine, l'Institut Gorée travaille à la réalisation de l'Architecture africaine pour la paix et la sécurité, la réalisation des résolutions 1325 et 2240 des Nations Unies de promotion respectivement de l'implication des femmes et des jeunes dans la résolution des conflits. De manière plus spécifique, cette activité, composante essentielle du Programme de relance et d'accompagnement du dialogue politique en Guinée Bissau vient contribuer à la réalisation des 10 points contenus dans l'Accord de Conakry signé par toutes les parties prenantes au processus politique en Guinée Bissau et dont la finalité est d'arriver et dénouer le blocage que connaît la Guinée Bissau depuis 2015 à la suite du conflit politico institutionnel au sommet de l'Etat.

### **Composante 3 : Forum inter Bissau guinéens pour la facilitation du dialogue politique**

Du 08 au 09 février 2018, le Forum inter Bissau guinéens pour la facilitation du dialogue politique a réuni des organisations de la société civile bissau-guinéenne ainsi que d'autres acteurs issus des structures de l'Etat, des acteurs politiques, du secteur privé, des instances régionales et sous régionales, autour de la relance et de l'accompagnement du dialogue politique dans le pays. Appuyée par le Canada, la rencontre a été initiée par les femmes du REMPSECAO en partenariat avec le Gorée Institute dans le cadre de son programme Gouvernance Politique et Processus Electoraux.

A la suite des rencontres avec les parties prenantes et dans la foulée d'une capacitation technique des organisations de femmes et de jeunes en vue de leur implication dans la relance du dialogue politique, il fut confié au Groupe de contact la présidence et la facilitation d'un Forum national inter bissau guinéen de relance du dialogue politique. Il s'agit d'un cadre inclusif, multi acteurs dont l'objectif global est de contribuer à une relance effective du dialogue politique, tenant compte de toutes les parties prenantes et des initiatives déjà entreprises de facilitation du dialogue politique en Guinée Bissau sur la base d'une approche multi acteurs et endogène.



De manières plus spécifiques, les objectifs étaient de :

- Amorcer un processus multi acteurs, implicite de dialogue entre parties prenantes au blocage politique en Guinée Bissau
- Impliquer particulièrement les partenaires institutionnels en vue de leur adhésion ainsi que pour une mise en œuvre effective d'éventuelles propositions de sortie de crise
- Initier un débat holistique (politique, sociologique, anthropologique, historique) pour une meilleure compréhension des enjeux et problématiques causes des blocages politiques et institutionnels récurrents en Guinée Bissau
- Convoquer les éléments actuels susceptibles d'avoir un impact sur la facilitation du dialogue politique en Guinée Bissau
- Passer en revue les facteurs de blocage et les difficultés de mise en œuvre des différents accords en vue de la facilitation du dialogue politique
- Amorcer un processus de dialogue entre acteurs politiques pour un recentrage des enjeux de développement et une alliance forte autour du projet de consolidation du processus politique en cours en Guinée Bissau
- Jeter un regard critique sur le rôle des acteurs pouvant jouer un rôle de facilitation ou de déstabilisation du processus politique en cours en Guinée Bissau
- Encourager à des esquisses d'engagements pour la relance du dialogue politique en Guinée Bissau
- Identifier et discuter, à travers une démarche objective, les solutions durables, consensuelles de sortie de crise
- Explorer les modalités d'un suivi de la mise en œuvre des pistes de solution ébauchées

Cette rencontre de 2 jours, ayant regroupé plus de 100 participants Bissau guinéens de divers horizons a permis de

dresser une perspective historique de la trajectoire politique de la Guinée Bissau, d'en faire l'analyse afin de comprendre les causes structurelles des blocages politiques récurrentes. De même, des discussions ont permis, du fait de la présence des parties prenantes essentielles à la compétition politique, de renouer le fil du dialogue politique. De même, tenant compte de la pluralité d'acteurs présents au Forum, l'opportunité fut saisie afin d'appréhender le blocage politique sous diverses perspectives : politique, économique, sociale, culturelle, etc.

Au terme de la rencontre, des recommandations ont été formulées dans le sens d'accorder toujours la primauté au dialogue inclusif en tenant compte de la culture des bissau-guinéens ; faire les réformes de l'administration publique, de la justice, de l'éducation nationale, du secteur de la défense et de la sécurité, des lois et en créant un Pacte Social. Le Gorée Institute et le REMPSECAO ont encouragé la mise en place d'une Synergie citoyenne pour la paix, la stabilité politique et institutionnelle. Portée par la société civile, elle doit s'approprier les propositions et fonctionner comme un Comité de veille et de suivi des recommandations du Forum.

## Activité 2 : Recherche et Publication

### L'état de la démocratie et des droits de l'Homme : en cours de finalisation

Cet ouvrage collectif est un ensemble de textes consécutifs à des recherches globales menées par plusieurs universitaires et chercheurs spécialistes des sciences sociales sur l'état du fonctionnement de la démocratie et des droits humains dans les 15 pays de l'espace CEDEAO ( Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale)<sup>7</sup>. Il s'agit d'une étude commanditée par Gorée Institute à l'effet de mesurer le degré d'approfondissement des processus démocratiques en cours dans ledit espace.

A prime abord, l'entreprise se présente sous le double angle de la redondance et du péril. Redondante parce que, depuis la fin des années 80, avec la chute du mur de Berlin et l'appel de la Baule, foisonnantes sont les études menées sur les transitions politiques en Afrique<sup>8</sup>. Périlleuse eu égard à l'objet de la recherche qui porte sur des concepts ambigus aux contenus variables, abordés de surcroît dans des perspectives parfois très différenciées en fonction des préoccupations des commanditaires des recherches ou des univers idéologiques/culturels des chercheurs eux-mêmes.

il nous a paru important de devoir nous attarder sur le degré d'approfondissement des processus en cours dans les pays de l'espace CEDEAO, en partant du postulat de l'irréversibilité, malgré tout, du choix du régime démocratique dont la durée d'implantation variera en fonction de la dialectique de la lutte, engagée à la lisière des rapports Etat/société civile, entre les facteurs favorisant et les éléments de régression. Cet optimisme est motivé par la présence cumulée de la plupart des indices répertoriés de démocratisation.

Ces textes se conçoivent dans leur majorité sous la forme de regards tantôt parallèles tantôt croisés de situations nationales d'un certain nombre de pays dont les trajectoires marquantes se profilent en une évolution en dents de scie alliant des moments de crise et d'accalmie couronnés de lueurs d'espoir démocratique. Ils sont parfois aussi des monographies reproduisant des analyses centrées sur des cas topiques

<sup>7</sup> La CEDEAO est une organisation sous-régionale créée le 28 mai 1975 à Lagos ( Nigéria) dans une perspective d'intégration économique, par 16 pays situés au Sud du Sahara dont la Mauritanie qui s'en est retirée depuis 2001. Malgré les nombreuses critiques dont elle a pu faire l'objet, on compte à son actif plusieurs réalisations d'envergure, au point de susciter plusieurs candidatures de nouveaux membres dont celle du Maroc. Les 15 pays de la CEDEAO sont aujourd'hui les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert , Côte D'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria ,Sénégal, Sierra Leone et Togo. Leur superficie réunie représente 17% de la superficie totale du continent, pour une population estimée en 2017 à 350 millions d'habitants.

Voir Ndiaye P. S., Les Organisations Internationales et le Maintien de la Paix : L'exemple de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) [Liberia, Sierra Leone, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire], Paris , L'Harmattan, 2014, 651 p.

<sup>8</sup> La chute du mur de Berlin a ouvert le cycle de l'effondrement du bloc soviétique de l'Est, libérant bon nombre de pays du joug communiste et de la tutelle de l'empire soviétique. L'appel de la Baule symbolise l'articulation de la poursuite de l'aide française aux efforts que fourniraient désormais les pays africains , à partir du discours prononcé par le Président Mitterrand lors du sommet de la Baule, en .. ;1990, en matière d'ouverture politique.

## Études de cas sur la Gouvernance : en cours de finalisation

Il s'agit d'études de cas sur les corps de contrôle et la problématique de la régulation au Sénégal. En matière de contrôle, le Sénégal s'est ainsi doté de corps et d'institutions de contrôle. (Assemblée Nationale, Cour des Comptes, etc.) et d'organes de contrôle au sein de l'Exécutif tels que l'Office national de la Fraude et la Corruption (OFNAC), la Cour de Répression de l'Enrichissement illicite (CREI), la Commission des Données à Caractère personnel, l'Observateur national des Lieux de Privation de Liberté, la Cellule nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

Le Sénégal se veut une démocratie avec une tradition, dans l'aspect représentatif, de régularité des élections, d'alternance démocratique, de dialogue, de débat et de concertation entre les différents acteurs politiques. Sur l'aspect qualité des services offerts aux citoyens et surtout des institutions chargées d'assurer la régularité et la qualité de l'offre de service, le Sénégal s'est (il faut maintenir le aussi qui à notre avis prend en charge tout le système) doté de corps et d'institutions de contrôle.

Cette étude veut jeter un regard descriptif, analytique voire critique sur ces dits corps de contrôle. En cela, elle se donne pour objectifs :

- de procéder à une revue conceptuelle et à une définition large de la gouvernance, de la mission de contrôle des organes de l'Etat
- de clarifier les orientations de gouvernance mises en œuvre par l'Etat du Sénégal à travers sa politique de gouvernance notamment les projets et programmes mis en œuvre
- de procéder à une revue des corps de contrôle au Sénégal
- d'effectuer une cartographie des différents corps de contrôle existant au Sénégal
- de dresser l'architecture institutionnelle ainsi que les fonctions de ces corps de contrôle

Pour atteindre les objectifs suscités, cette étude a décrypté les textes organisant ces différents corps de contrôle, a analysé leurs pratiques, et surtout jeté un regard prospectif sur leur avenir et leur enrichissement, compte tenu du nouveau paradigme communautaire de la LOLF.

## Activité 3 : Partenariats et réseaux

### - Commission scientifique du Forum de Dakar sur la Paix et la Sécurité 2018

L'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, tenant compte de ses expériences diverses dans le domaine de la Paix et de la Sécurité en Afrique a été convié par le Centre des hautes études de défense et de sécurité, principal maître d'œuvre dans la définition du contenu du Forum annuel de Dakar sur la Paix et la Sécurité, à prendre part aux travaux de la Commission scientifique, préparatoire du Forum de Dakar. Cette commission scientifique regroupe l'équipe opérationnelle du CHEDS, d'éminentes personnalités de l'administration, de hauts officiers de l'armée sénégalaise, des professeurs d'université et des organisations de la société civile. La Commission scientifique aura pour mission de travailler à définir et étayer le contenu, les thématiques, identifier les personnes ressources devant intervenir durant le Forum mais également de participer à tous les travaux scientifiques préparatoires qui permettront la tenue du FDD dans les conditions optimales. Chaque organisation membre de la Commission fut appelée à prendre part à une des 3 Sous commissions thématiques ainsi mises en place dans la perspective d'une meilleure organisation des travaux thématiques. L'Institut, tenant compte de son profil mais également de la disponibilité d'un certain nombre de productions scientifiques en la matière, a participé à la Sous-commission.

Sous ce rapport, l'Institut a proposé de mettre à la disposition de la Commission scientifique toute la documentation produite pouvant contribuer à renforcer le contenu des documents et des travaux préparatoires en vue de la tenue du Forum de Dakar sur la paix et la Sécurité qui se tiendra les 05 et 06 novembre 2018 à Dakar.

- **Tana Forum 2018 : Gorée Institute a pris en tant que personne ne ressource au Forum de Haut Niveau pour la paix et de sécurité en Afrique dédié au financement et à la réforme de l'UA**

Ce Forum de Haut Niveau organisé par IPSS (Institute for Peace and Security Studies) a rassemblé des décideurs de haut niveau sur la paix et la sécurité issus de la sphère gouvernementale/politique, d'institutions régionales non membres de l'UA, du secteur privé, de la société civile et des personnes ressources en matière de paix et de sécurité. C'est en ce sens donc que le Gorée Institute qui œuvre pour la consolidation de la Paix en Afrique, a pris part à cette rencontre considérée comme l'un des principaux lieux de discussion africaine sur les questions de paix et de sécurité sur le continent.

- **Gorée Institute membre du Think Tank T20 Africa Standing Group**

Le T20 Africa Standing Group a tenu sa première réunion annuelle autour de la thématique « Consensus pour un développement équitable et durable entre le G20 et l'Afrique » du 14 au 15 avril à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cela fait partie du processus d'engagement officiel du T20 durant la présidence argentine actuelle du G20. Le T20 qui regroupe des institutions et organisations de la société civile Allemandes, latino-américaines, asiatiques et africaines (Gorée Institute, SAAII, IPSS, Afro baromètre) a pour objet de produire conjointement des Policy briefs afin de participer à influencer les politiques du G20 en faveur de l'Afrique.

## Activité 4 : Atelier national de lutte contre la corruption en partenariat avec ONE

L'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique a choisi de s'inscrire dans la mouvance actuelle d'une meilleure compréhension de la Gouvernance, se dotant depuis plusieurs années d'un Programme dédié dont les objectifs stratégiques et les approches méthodologiques s'enchâssent dans les stratégies nationales, régionales et globales de promotion de la gouvernance matérialisées par des instruments divers.

C'est en droite ligne de cette orientation stratégique qu'en partenariat avec l'organisation ONE et le Forum Civil, qu'il a été organisé un Atelier multi acteurs de deux jours (19 et 20 juin 2018) sur le thème de l'Union Africaine « Remporter la Lutte Contre la Corruption : Une Voie Durable vers la Transformation de l'Afrique ». Il convient de rappeler que 2018 est consacrée par l'Union Africaine Année africaine de lutte contre la corruption.

L'objectif principal de cette rencontre est de créer une plateforme pour discuter avec tous les acteurs étatiques et non-étatiques autour du thème de l'Union Africaine « Remporter la Lutte Contre la Corruption : Une Voie Durable vers la Transformation de l'Afrique » afin de définir une stratégie commune de plaidoyer.

Il s'est agi d'une rencontre ayant pu regrouper tous les ministères, instances, organes et corps de contrôle intervenant dans la problématique de la gouvernance et plus spécifiquement de la corruption. Des discussions très importantes ont été tenues de même que des recommandations qualitatives dont la finalité est de renforcer le cadre légal et institutionnel de lutte contre la corruption, d'inverser la courbe de la corruption au Sénégal. Enfin, il est important de noter comme acquis à cette rencontre, la finalisation d'un document de plaidoyer à l'intention des autorités publiques ainsi que la mise en place d'un Comité de plaidoyer qui a pour mission de définir une stratégie de plaidoyer efficace en vue d'une prise en compte du document finalisé dans la définition et la mise en œuvre des mécanismes nationaux de lutte contre la corruption.

Le Gorée Institute, en collaboration avec l'ONG internationale ONE a impulsé un processus ouvert de jonction de toutes les forces pouvant contribuer à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption. L'objectif visé de cet exercice est de mener un plaidoyer afin que des progrès notables soient réalisés pour que l'année 2018, déclarée Année africaine de lutte contre la corruption, puisse constituer une étape décisive dans l'inversion de la courbe de la corruption au Sénégal.

Un diagnostic inclusif est fait en amont intégrant plusieurs problématiques (Genre, Droits humains, Éducation, Santé, Gestion des ressources naturelles, Élections, Cadre juridique et institutionnel, etc.). De ce diagnostic et des discussions menées, ont permis de formuler les recommandations ci-dessous :

### Sur le plan institutionnel :

- Le renforcement de l'indépendance des institutions de lutte contre la corruption conformément aux dispositions des conventions de lutte contre la corruption
- L'implication de la société civile et du Parlement dans la désignation des membres de l'OFNAC
- Le renforcement des prérogatives de l'OFNAC en matière d'enquête
- L'octroi de ressources financières suffisantes et stables aux institutions de lutte contre la corruption
- La publication des rapports des institutions de lutte contre la corruption
- La mise en place d'un système national d'intégrité
- La mise en place d'un cadre institutionnel de coopération entre institutions de lutte contre la corruption
- L'institution d'une Haute Autorité pour la transparence dans la vie publique
- La spécialisation des magistrats dans la lutte contre la corruption et des autres corps, notamment de la haute fonction publique
- La création d'un pôle financier
- La création d'une structure chargée du recouvrement et de la gestion des avoirs saisis et confisqués dotée de moyens suffisants
- La transmission de tous les contrats miniers et pétroliers au Parlement chargé à la faveur de la réforme constitutionnelle de 2016 de l'évaluation des politiques publiques
- La mise en œuvre par le Gouvernement des recommandations formulées dans le cadre du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et dans les rapports ITIE
- Le respect par le Sénégal de ses obligations de rapport au Conseil consultatif de l'Union Africaine contre la corruption

### Sur le plan juridique

- L'adoption de lois de transposition des conventions ratifiées par le Sénégal notamment sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, sur les conflits d'intérêts, la protection des lanceurs d'alerte et l'accès à l'information, l'incrimination de la corruption des personnes morales, un Code de déontologie des agents de l'administration ou encore le recouvrement des avoirs détournés.
- La reconnaissance à la société civile ayant pour objet spécifique la lutte contre la corruption du droit de se constituer partie civile

- L'institution d'une compétence liée du procureur de la République en matière de corruption et d'infractions assimilées et connexes
- Le renforcement des sanctions applicables en matière de corruption et d'infractions assimilées ou connexes et leur application effective
- L'élaboration d'un Guide pour la RSE pour encadrer notamment les programmes miniers sociaux
- L'adoption d'une nouvelle loi sur le foncier pour renforcer la gouvernance foncière
- Le renforcement de la transparence dans la propriété par l'établissement de registres publics listant les propriétaires de toutes les sociétés appartenant aux dirigeants politiques.
- L'adoption de lois qui exigent des multinationales la publication des informations financières et fiscales clés.
- La mise à disposition du public de l'essentiel des documents budgétaires notamment par leur publication en ligne;

### **Dans le cadre du renforcement des politiques de prévention de la corruption**

- La priorisation de la prévention dans la lutte contre la corruption
- La sensibilisation des femmes et des jeunes sur les méfaits de la corruption
- L'intégration de modules sur la corruption dans la formation des agents de l'Administration ainsi qu'au niveau des écoles et Universités.
- La dématérialisation des procédures administratives

## **Activité 5 : Atelier sous régional de prévention des conflits électoraux**

L'atelier sur la Prévention et la résolution des conflits électoraux organisé à l'initiative de l'Institut Gorée du 26 au 27 juillet 2018 a été l'occasion pour les participants de faire une analyse et une revue critique du contexte préélectoral en Afrique de l'Ouest et d'en identifier les défis. Pendant deux jours, sur l'île de Gorée, les participants venus du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Sénégal et du Togo ont fait un état des lieux des contextes préélectoraux dans certains pays en Afrique de l'Ouest et exploré quelques pistes de solutions pouvant contribuer à la réalisation des processus électoraux paisibles et stables.

A travers plusieurs Sessions de présentation organisées en quatre (04) panels, l'atelier a permis de dresser les facteurs d'instabilité et de tensions électorales communs et spécifiques, d'ouvrir des perspectives et de proposer des stratégies communautaires ou nationales de prévention et de gestion des conflits électoraux.

### **De l'état des lieux général du contexte préélectoral ouest africain**

La période pré-électorale dans nombre de pays d'Afrique de l'Ouest est généralement source de vives tensions et présente des risques élevés de conflits. Cette détérioration du climat sociopolitique à l'approche des échéances électorales est liée à de nombreux dysfonctionnements dans le processus électoral mais également à une importance excessive et démesurée accordée aux élections, perçues dans certains pays comme un événement plutôt qu'un processus à long terme. Or, l'organisation des élections à un rythme régulier ne devrait pas être le seul facteur permettant de déterminer si un pays est démocratique ou non. Le climat pré-électoral délétère vient également du fait que la majorité au pouvoir



conserve toujours des marges de manœuvre pour prendre des décisions non consensuelles susceptibles de rompre l'équilibre et de biaiser le jeu démocratique.

### **Les facteurs d'instabilité et de tensions électorales communs à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest**

Les facteurs d'instabilité et de tensions électorales dans l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest découlent généralement des points de vulnérabilité dans la conduite du cycle électoral, notamment en contexte pré-électoral. Ces points de vulnérabilité tiennent notamment à :

- L'absence de consensus politique entre les acteurs politiques,
- L'absence de fichier électoral consolidé, clairement défini et mis en œuvre,
- La multiplication des incohérences qui confine à la violation des principes démocratiques,
- La révision des constitutions en vue de briguer de nouveaux mandats,
- Le redécoupage électoral non consensuel des circonscriptions électorales
- Les réformes électorales non consensuelles
- Le contrôle de l'armée et de l'appareil sécuritaire par la majorité au pouvoir
- La situation volatile compromettant la paix et la stabilité dans le pays, (les perceptions d'injustices historiques non résolues, la corruption généralisée et la fragilité du système judiciaire, la culture omniprésente de rivalités ethniques et de violence, etc.)
- L'absence de formation et d'éducation du personnel électoral et des populations
- La résistance aux experts en élection et le rejet de leurs conseils,

- L'implication des médias et des réseaux sociaux dans la recrudescence des crises dans le jeu politique,
- L'absence d'impartialité et l'inégalité d'accès aux médias contrôlés par l'Etat
- Les insuffisances administratives dans la gestion du processus électoral (insuffisances logistiques, bases de données et listes électorales non fiables)
- Le coût onéreux du processus électoral

### **Perspectives et propositions en vue de la prévention et de la gestion des conflits électoraux**

Les questions de la prévention et de la gestion des conflits électoraux en Afrique de l'Ouest conduisent à identifier les voies et les moyens en vue de relever les défis induits par les processus électoraux. L'atelier a formulé des recommandations fortes dans ce sens.

### **Recommandations à la CEDEAO**

- Poursuivre la dynamique impulsée de mener des missions exploratoires et de contact, fondées sur la diplomatie préventive (Groupe de contact de haut niveau (Missions UA, CEDEAO, OIF, etc.)
- Travailler à la définition d'un cadre communautaire de base harmonisé en matière électorale
- Mener des missions de facilitation et de médiation
- Formaliser des cadres de concertation et de collaboration avec les organisations africaines spécialisées dans la matière électorale
- Financer et accompagner les programmes d'observation et de monitoring électoral portés par les organisations de la société civile.

### **Recommandations aux Etats**

- Avoir une approche inclusive et consensuelle dans la préparation des échéances électorales
- Veiller à la capitalisation des acquis du processus électoral
- Mettre en œuvre un cadre de facilitation du dialogue politique en vue de contribuer à l'intégrité du processus électoral
- S'inscrire dans une approche du cycle électorale
- Œuvrer à la prévention des conflits en développement toute une gamme d'activités comprenant:
  - l'alerte rapide/précoce,
  - la gestion des crises,
  - le maintien de la paix,
  - la consolidation de la paix,
  - la gestion, la résolution et la transformation des conflits.
- Mettre en œuvre des activités programmatiques à long terme ayant pour but de réduire des tensions structurelles ou de prévenir le déclenchement, l'escalade ou la récurrence de la violence électorale
- Mettre en œuvre des critères électoraux répondant aux normes et standards internationaux

- Maintenir la paix, assurer la sécurité ainsi que la libre circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national avant, pendant et après les élections
- Prendre toutes les mesures pour le maintien de l'ordre public en relation avec l'organisation des élections,
- Assurer la sécurité des lieux de meetings et de manifestations publiques pendant la campagne électorale, des bureaux de vote, des candidats, des commissions électorales, des chefs de partis politiques ainsi que du matériel électoral en observant la plus stricte neutralité à l'égard de tous
- Sécuriser l'ensemble du processus électoral
- Favoriser et mettre en œuvre un accès équitable des différentes sensibilités aux médias d'Etat.

### Recommandations à la société civile

- Avoir une posture de veille et de suivi du déroulement du processus électoral
- Mener d'intenses campagnes d'éducation civique et de la culture de la paix à l'endroit des populations

Les futurs facteurs de conflits sont :

- La persistance des principales irrégularités électorales, en particulier les problèmes d'argent et de médias, seront les étapes les plus faibles du cycle électoral dans de nombreux pays.
- Les problèmes de coercition et de corruption, générant des effusions de sang, affaiblissant la légitimité et érodant la démocratie.
- La montée de nouveaux défis, les risques de cyber-sécurité liés au piratage étranger et les campagnes de désinformation sur les médias sociaux

## Activité 6 : Programme d'accompagnement électoral Elections locales 2018 en Côte d'Ivoire

Fort de l'accompagnement technique et financier du PNUD et de l'assistance de l'Institut Gorée, une large plateforme de femmes et de jeunes fut mise en place en 2015 lors de l'élection présidentielle. Il s'agit, pour l'Institut Gorée, de l'une des expériences d'accompagnement électoral les plus abouties, ayant même été sanctionnée par la réalisation d'un Guide des bonnes pratiques électorales capitalisant toutes les actions mises en œuvre avec succès en Côte d'Ivoire. Grâce à cette initiative dont le dessein principal fut d'impulser une dynamique citoyenne de monitoring et d'observation afin de prévenir et de résoudre les conflits électoraux, les femmes et les jeunes ont pu contribuer qualitativement à la réalisation d'un scrutin libre, crédible et transparent.

Les élections locales et régionales en vue en Côte d'Ivoire consacrent la réalité de la gouvernance locale, processus important permettant de rapprocher le citoyen de la gestion des affaires, notamment au niveau décentralisé. La gouvernance locale encourage la participation citoyenne et peut contribuer, par une implication effective des citoyens à la mise en œuvre de certaines décisions au niveau local, à une stabilité au niveau local, à la cohésion sociale et à la légitimité des décisions prises au niveau local et dont l'agrégation peut impacter le niveau national et donc participer à la paix et à la sécurité à l'échelle nationale.



## Expériences

Dans le cadre de ses activités d'accompagnement électoral, l'Institut a pu appuyer techniquement les Plateformes et réseaux suivants :

- Synergie citoyenne pour des élections démocratiques (Togo)
- Coalition des femmes et filles de Guinée pour les élections (Guinée)
- Plateforme de veille des femmes (Guinée Bissau)
- Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles (Côte d'Ivoire)
- Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles (Union des Comores)
- Plateforme et réseau des organisations de la société civile pour des élections apaisées (Congo)
- Réseau des organisations de la société civile pour les élections (Burkina Faso).

## Approche et modèle

D'emblée, précisons que l'Institut Gorée privilégie l'approche du cycle électoral. Toutes les actions d'observation et de monitoring électoral sont connectées aux huit (08) étapes du cycle électoral. Ainsi, des outils pertinents de monitoring et d'observation sont proposés permettant d'apprécier la qualité de chacune de ces huit (08) étapes, ceci dans une finalité de prévention et de résolution des crises électorales.

Grâce à ces diverses expériences, l'Institut a pu développer un modèle testé tant du point de vue du contenu que de la pertinence, ce qui a permis d'asseoir définitivement une méthodologie d'observation et de monitoring électoral. De fait, toute activité de monitoring et d'observation électorale mise en œuvre par l'Institut se déroule grâce au cadre de référence méthodologique défini suivant le procédé ci-après :

- Formation des moniteurs et observateurs
- Déploiement sur la base d'un plan de déploiement clairement pré défini

- Installation d'une plateforme de recueil de données électorales
- Mise en place de la Cellule de traitement des données électorales
- Analyse statistique
- Analyse politique
- Finalisation et dissémination des rapports (partiels et finaux)

Par ailleurs tout le modèle d'accompagnement se fonde sur les TIC permettant ainsi une remontée en temps réels de toutes les données et une production de rapports périodiques du scrutin, afin que la dialectique alerte précoce/Réponse rapide puisse être opérationnalisée par notamment les organes de gestion des élections du pays en question et la mission d'observation. Enfin il est important de mentionner que tous les rapports de mission de l'Institut Gorée sont sanctionnés par une publication répondant aux principes et normes de base d'une production scientifique et par une dissémination et un partage avec toutes les parties prenantes, ceci dans une perspective de réformes électorales, de capitalisation et d'évaluation du processus ayant fait l'objet d'une observation et/ou d'un monitoring.

### Rôle de la Plateforme panafricaine des femmes et des jeunes pour la paix, la démocratie et la gouvernance de Côte d'Ivoire

L'Institut Gorée a développé un modèle d'accompagnement électoral axé sur le ciblage des acteurs ayant un ancrage à la base. C'est fort de ce ciblage qu'il a pu accompagner plusieurs organisations de la société civile.

Le principe de partenariat et d'autonomie symbolise l'accompagnement prodigué aux organisations composant les plateformes de veille électorale mise en place. Les organisations membres de la plateforme, une fois ayant répondu aux impératifs liés à la bonne gouvernance organisationnelle, à l'expérience dans le domaine du monitoring et de la gouvernance, à un maillage du territoire, au principe d'inclusion, auront pour mission de mener les activités de terrain liées à l'observation et au monitoring. Dans la mise en œuvre, les organisations membres de la plateforme vont effectuer le recrutement sur le terrain et mettre à la disposition ces membres durant la phase de formation, de déploiement et de monitoring proprement dit.



Par ailleurs, la capitalisation a été une ligne de conduite durant l'accompagnement tenant compte du transfert de compétences effectué au profit des membres durant l'accompagnement de 2015. Les membres de la Plateforme ont été mobilisés durant les formations des observateurs, la mise en place de la Structure de veille et en tant que personnes ressources susceptibles d'apporter leur contribution en termes d'analyse, s'impliqueront dans la prise en charge des dispositions logistiques, dans le plaidoyer et enfin dans la dissémination et la vulgarisation des résultats et rapports de l'activité.

Ainsi, il a été opté pour l'Unité d'assistance électorale de l'Institut Gorée de mobiliser une équipe réduite pour travailler à la réalité du principe de capitalisation fort du transfert de compétences effectué.

### **Relations avec les parties prenantes essentielles**

Le processus électoral implique une pluralité d'acteurs, chacun jouant un rôle spécifique dans le processus. Chaque acteur ayant un rôle important à jouer, pour une approche systémique fonctionnelle, il est important d'instaurer une chaîne de valeur par la sollicitation de tous ces acteurs. L'action de la société civile (principale maître d'œuvre de l'action) comporte des limites essentielles liées à sa nature. Certaines décisions ne peuvent être prises en charge que par les autorités politiques. Ainsi, par des rencontres d'information, par des actions de plaidoyers, par une sollicitation des autorités, des plages de collaboration sont opportunes permettant, une fois que les informations sont produites, que les conséquences d'une mise en œuvre effective soient tirées. En l'occurrence, il est important de préciser que préalablement à la mise en œuvre du présent programme, les missions antérieures (évaluation, lancement du Guide, Forum régional des jeunes sur la Paix et la Sécurité) ont permis de prendre contact avec toutes les autorités et d'avoir leur aval pour une collaboration effective en vue de la mise en œuvre de l'action proprement dite. Les autres acteurs pouvant être impliqués dans le processus sont : la CEI, les partis politiques, le ministère de l'administration du territoire, le ministère en charge de la Sécurité, et les médias

### **Résultats obtenus**

- Un dispositif citoyen de 515 personnes membres de la 2PFJ rendu opérationnel
- Un transfert effectif de compétence incarné par la tenue des formations assumées par les membres de la Plateforme panafricaine des femmes et des jeunes de Côte d'Ivoire
- 1 dispositif d'observation et de monitoring de la violence mis en place et rendu opérationnel
- 1 système d'alerte précoce et de réponse rapide rendu fonctionnel le Jour du Scrutin
- Une contribution effective à la tenue d'élections libres et apaisées
- 4 rapports de monitoring de la violence produits et partagés avec les parties prenantes dans une finalité de présentation de la situation sécuritaire pré-électorale et de définition d'éventuelles stratégies de gestion de conflits électoraux
- 1 rapport final de monitoring de la violence électorale est disponible, documentant la violence électorale en Côte d'Ivoire en 2018
- 3 rapports périodiques produits le jour du scrutin renseignant sur les différents types de dysfonctionnement mais également sur la qualité de l'organisation du scrutin
- 1 tableau des alertes est produits et partagé en temps réel avec les décideurs afin que les dysfonctionnements relevés soient corrigés
- 1 site web renseignant sur le Programme mais également sur tout le processus est mis en ligne
- 1 dynamique citoyenne de promotion de la transparence est impulsée à travers les différents axes du programme mais également des informations produites et de la stratégie de diffusion de ces informations

## Activité 7 : Programme Election présidentielle Sénégal : Synergie citoyenne pour des élections apaisées et crédibles

L'élection reste un instant majeur dans une démocratie. Elle confère une légitimité à une équipe pour une durée bien déterminée, permet aussi de revivifier le sentiment d'appartenance nationale et de donner à la citoyenneté toute sa réalité. La synergie de tous les acteurs du processus est indispensable pour donner à l'élection toute sa réalité cyclique. Parmi ces acteurs, figure la société civile qui doit adopter une posture de neutralité, gage entre autres de renforcement des principes démocratiques. Les violences électorales en Afrique sont à l'origine de nombreuses dérives et de conflits affectant surtout les femmes et les enfants. L'expérimentation du projet démocratique et l'inventaire fait, suite à l'organisation de plusieurs consultations électorales à travers l'Afrique, renseignent sur les difficultés que rencontre la plupart des Etats africains à organiser un scrutin selon les standards internationaux sans des dysfonctionnements relevés à certaines ou plusieurs étapes du processus.

Le Sénégal, malgré plusieurs sursauts citoyens ayant permis de réaliser des alternances, reste une démocratie à acquis fragiles. De même, ces sursauts citoyens ont été acquis dans un contexte souvent conflictuel. Les violences électorales ont caractérisé le scrutin présidentiel de 2012. Entre 2012 et 2017, deux scrutins ont été organisés (élections locales, élections législatives) ainsi qu'une consultation référendaire, toutes émaillées de difficultés et de controverses tant du point de vue organisationnel que du point de vue de la définition et du respect du cadre juridique. Au lendemain du scrutin législatif, la distribution imparfaite des cartes d'électeurs de même que l'offre infrastructurelle défailante sont une des raisons perçues comme principalement cause d'irrégularités de ces élections. Des perspectives d'une élection présidentielle à tension s'ouvrent en 2019. En effet, plusieurs facteurs le prouvent : la loi sur le parrainage, le débat autour du mandat prolongé à la suite du référendum, la rupture du dialogue politique, etc. Autant de facteurs qui, avec le temps, iront en se renforçant car les positions sont de plus en plus tranchées à l'approche des rendez-vous électoraux. D'un point de vue régional, il est important de noter le contexte de développement de nouveaux phénomènes transnationaux



constituant des éléments de déstabilisation du contexte sécuritaire ouest africain. Le radicalisme religieux, l'extrémisme violent, le jihadisme sont autant de facteurs qui frappent de plein fouet l'Afrique de l'Ouest et dont les effets irradiant toute zone du fait de la nature insidieuse et clandestine du phénomène. Le Mali vit jusqu'à présent les soubresauts d'un contexte de radicalisme religieux qui continuent à saper tous les efforts liés à la consolidation de la démocratie. Ainsi donc, par un bon dispositif de monitoring et d'observation des élections, il est possible de prévenir l'utilisation opportune d'un contexte d'instabilité politique par des phénomènes actuels causés par des défis sécuritaires.

L'observation et le monitoring électoral, dans un contexte de construction de nos jeunes Etats et de consolidation de la démocratie, participent à renforcer l'intégrité électorale, à renforcer la confiance des citoyens, à réduire le risque de conflit autour des élections. Sous ce rapport les activités qui sont proposées permettront d'apprécier le processus, de prévenir les actes pouvant déboucher sur une instabilité mais également d'instaurer une activité d'observation participative pouvant, en temps réel, apporter des correctifs à tout dysfonctionnement éventuel relevé par les observateurs déployés à cet effet.

De même, une synergie des acteurs s'impose pour une bonne appréciation de la qualité et du niveau de performance du processus électoral. La société civile vient en appoint à l'Etat et est devenue une actrice incontournable dans le cadre de l'achèvement du projet démocratique en Afrique. En effet, la société civile est devenue un partenaire incontournable dans le processus de construction de nos jeunes États et d'accompagnement de la consolidation de la démocratie. La société civile, étant l'espace qui intervient dans une société quand l'État s'affaiblit ou présente des failles, il est important, dans un contexte sénégalais qui s'achemine vers un rendez-vous électoral décisif, que cette dernière puisse exercer la plénitude de ses possibilités de co supervision des politiques publiques parmi lesquelles le processus électoral.

### **Objectif Global**

Contribuer à un processus électoral paisible, libre, crédible et inclusif par la mise en place d'un dispositif d'observation et de monitoring du scrutin présidentiel de 2019 efficace et opérationnel.

### **Objectifs spécifiques**

- Mettre en synergie les organisations de la société civile de femmes et de jeunes en vue de la contribution à un processus électoral libre et équitable
- Renforcer les capacités des citoyens en matière de monitoring des médias, de monitoring de la violence électorale, monitoring des réseaux sociaux ;
- Impulser un processus de recueil, d'analyse et de production d'informations renseignant sur le processus électoral
- Concevoir et rendre opérationnel un réceptacle technologique de centralisation d'informations, de recueil et de partage d'informations
- Impulser une dynamique de capitalisation et de documentation du processus électoral

### **Activités**

- Formation et déploiement de 100 moniteurs de la violence électorale, du parrainage et du scrutin
- Formation et déploiement de 10 moniteurs des réseaux sociaux
- Formation et déploiement de 30 moniteurs des médias
- Participation à la structure de veille électorale
- Documentation et capitalisation du processus électoral 2019 au Sénégal

## Résultats attendus

- 1 large plateforme d'organisations de femmes et de jeunes est mise en place en vue de l'accompagnement du processus électoral
- 1 cadre citoyen de partage d'information et de mobilisation est ainsi mis en place et animé
- 200 acteurs citoyens, membres de la plateforme de veille sont renforcés en monitoring des médias, de la violence et des réseaux sociaux
- 1 rapport mensuel est produit sur l'état de la violence électorale et des rapports d'alerte d'urgence produit à chaque fois que de besoin (analyse quantitative, analyse qualitative et analyse sociopolitique)
- 1 rapport mensuel est produit sur la manière dont les médias couvrent l'information durant le processus (analyse quantitative, analyse qualitative et analyse sociopolitique)
- 1 rapport mensuel ainsi que des alertes (à chaque fois que nécessaire) sont produits sur le contenu des réseaux sociaux en lien avec le processus électoral (analyse qualitative et sociopolitique)
- De l'information crédible, scientifique relevant de la matière électorale pour une bonne documentation du processus électoral est recueillie ;
- Rapport d'analyse de données électorale
- 1 Site web interface d'informations sur le programme en temps réel et pédagogique (information pour les électeurs) est mis en ligne et actualisé au fil du processus
- 1 Rapport général final est réalisé
- 1 atelier de capitalisation et de restitution est organisé



## Résultats obtenus du programme Gouvernance et processus politiques

Durant cette année, l'Institut Gorée a pu :

- ✓ **Conforter son positionnement** dans le domaine de la formation, de la facilitation à travers le programme d'accompagnement et de relance du dialogue politique à travers le renforcement de capacité de 30 organisations de société civile Bissau guinéenne en prévention et résolution de conflits, la mobilisation d'un Groupe de contact de haut niveau pour faciliter le dialogue politique et la tenue d'un Forum national pour le dialogue politique en Guinée Bissau. Par cette action l'Institut travaille à la réalisation d'instruments internationaux notamment les Résolution 1325 et 2240 des Nations Unies, des Objectifs de développement durables et également de l'Architecture africaine pour la paix et la sécurité de l'Union Africaine.
- ✓ **Impulser des dynamiques partenariales** à travers la collaboration avec d'autres organisations ayant les mêmes thématiques d'intervention. En collaborant avec l'organisation ONE, spécialisée dans le plaidoyer, sur la problématique de la corruption, l'Institut a voulu contribuer à la stratégie définie par l'Union africaine en déclarant 2018 Année de lutte contre la corruption. Ainsi par cette collaboration ayant permis la finalisation d'un Document de plaidoyer à l'intention des décideurs et la mise sur pied d'un Comité de plaidoyer dont le co leadership est assuré par ONE, Gorée Institute et le Forum Civil, l'objectif visé est la réalisation de la Charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance, du Protocole de la CEDEAO contre la corruption.
- ✓ **Etre reconnu** à travers ses programmes de recherche et son positionnement, d'un apport qualitatif dans le débat relatif aux questions de Paix et de Sécurité par l'invite qui lui a été faite de prendre part aux travaux de la Commission scientifique en vue de la tenue du Forum de Dakar 2018.
- ✓ **Renforcer le volet gouvernance dans son contenu programmatique et explorer de nouvelles orientations y relatives** s'inspirant de l'approche adoptée dans le domaine des élections
- ✓ **Etayer son portefeuille et son expérience** dans le domaine de l'assistance électorale par l'accompagnement de la société civile ivoirienne et par la mise en œuvre d'un Programme de monitoring électoral au Sénégal. Dans le même ordre d'idées, par cet accompagnement prodigué à la société civile ivoirienne à l'occasion d'élections locales et régionales en Côte d'Ivoire, il s'agit d'une opportunité de renforcer l'expérience du monitoring dans le cadre d'un scrutin de listes.



# TERAL : un mécanisme d'autofinancement

Le Département TERAL, créé en 1994, est l'instrument d'autofinancement du Gorée Institute. A travers les séminaires et les formations qu'il facilite, le Département TERAL, grâce aux prestations qu'il fournit, soutient les programmes dans la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gorée Institute et participe à hauteur de 30 à 35% des charges de fonctionnement de l'Institut.

TERAL offre un cadre idéal d'échanges, d'interactions, mais aussi de détente en proposant plusieurs services allant de l'organisation de séminaires et de conférences à la coordination d'activités récréatives sur l'île de Gorée, lieu chargé de symboles.

Le Département TERAL cible principalement les organisations internationales, la communauté des bailleurs, les institutions dédiées aux questions intéressant l'Afrique, mais aussi le monde, les chercheurs, les dirigeants d'organisations, les artistes, les hommes d'affaires, les économistes, les scientifiques, etc.

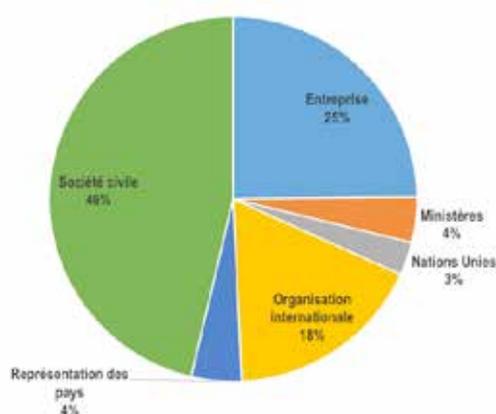
Les Objectifs du Département TERAL sont :

- ❖ Appuyer l'engagement de l'Institut à s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale.
- ❖ Renforcer la sécurité et la stabilité financière de l'Institut en contribuant aux dépenses courantes et aux frais de fonctionnement.

Pour l'année 2018, le département TERAL a facilité 11 séminaires internes constitués de projets de l'Institut et 19 séminaires externes au profit d'organisations ou institutions partenaires. Au total, 749 personnes à travers différentes rencontres ou séminaires ont bénéficié des services de TERAL. Ci-dessous la typologie d'organisations bénéficiaires des services de TERAL au cours de l'année 2018 :

## La vision de TERAL pour l'horizon 2019-2020

Différents projets ont été dégagés :



- Elaboration de projets de partenariats avec des universités, écoles nationales et internationales.
- Création d'un **Centre d'Excellence** pour le renforcement des capacités
- Les résidences d'écriture destinées aux universitaires, chercheurs, et scientifiques travaillant dans toutes les disciplines
- Les résidences artistiques et d'arts littéraires destinées aux poètes, écrivains, musiciens et artistes en quête de temps pour un travail, une réflexion et un engagement avec une communauté diversifiée du monde culturel ou universitaires.



# IV Finances et Renforcement organisationnel

**E**n tant qu'organisation panafricaine de la société civile, le Gorée Institute demeure une organisation d'apprentissage réceptive et engagée à assurer l'amélioration continue de la qualité de ses programmes, processus et capacité organisationnelle. Pour cela, il est important que nous parvenions à nous réinventer afin d'améliorer notre performance, d'élargir et d'approfondir notre influence dans un contexte géopolitique marqué par des transformations profondes sur les plans social, institutionnel, et politique. Les organisations comme le Gorée Institute, face aux nouveaux enjeux et défis socio-économiques, sont en pleine mutation pour assurer leur viabilité institutionnelle et financière. Pour cela, au cours de l'année 2018, des efforts ont été consentis dans le cadre de l'amélioration de ses capacités et performances organisationnelles, notamment par l'organisation de la retraite annuelle du staff, la tenue de la réunion annuelle du Conseil d'administration et la mobilisation de ressources.

## 1. Retraite annuelle du staff

Le Gorée Institute en vue de s'assurer de la pertinence de ses programmes et projets procède régulièrement à la revue de ses orientations, programmes, projets et activités. A cet effet, l'institut organise annuellement une retraite avec tout le personnel, élargie aux personnes ressources externes, pour discuter et mesurer le travail accompli et échanger sur les choix stratégiques et les changements à apporter aux niveaux programmatiques et organisationnels.

Durant les cycles passés, l'Institut a élaboré et mis en œuvre des programmes et des projets dans les domaines de la paix et la sécurité, de la gouvernance et de la démocratie et de la culture. Spécifiquement, en 2017, les projets développés ont mis l'accent sur le renforcement des capacités, la mise en réseau de plateformes citoyennes et la production d'ouvrages, de guides et de notes d'analyse (cf. rapport annuel 2017).

La retraite du 06 au 07 septembre 2018 s'est inscrite dans une dynamique d'une recherche permanente d'améliorer la pertinence dans le choix des orientations des programmes et la performance dans l'atteinte des résultats. L'accent sera mis sur la revue du document de stratégie, les orientations programmatiques et le renforcement de la durabilité institutionnelle.

## 2. Réunion annuelle du Conseil d'administration

A la suite de la retraite annuelle du staff du Gorée Institute, le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle du 22 au 23 septembre 2018. Le Conseil qui est l'organe de décision suprême de l'Institut a pour mission de fournir des orientations stratégiques et politiques, de recommander et superviser le travail, de valider les plans et de prendre des décisions pour le renforcement des structures de gouvernance et la viabilité institutionnelle. La réunion a permis de valider les rapports d'audits, les états financiers mais aussi et surtout le document de stratégie 2018-2021. En tant qu'organisation panafricaine, le Conseil a opté pour l'ouverture à l'Afrique du Nord, notamment par l'acceptation de la candidature de l'ambassadeur Hatem Atallah de la Tunisie, ancien Directeur Exécutif de la Fondation Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures dans l'Espace Euro- Méditerranéen (Alexandrie, Egypte).

### 3. Partenariats financiers

L'Institut a réussi, aux cours de cette année 2018, à diversifier ses sources et ses modes de financement en nouant des partenariats avec divers bailleurs :

- 49% des financements obtenus en 2018 proviennent des appuis institutionnels de SIDA
- 34% du budget découlent des fonds compétitifs et des contrats de prestation obtenus auprès de diverses institutions notamment le PNUD Côte d'Ivoire, OSIWA, la Fondation Ford, le Conseil de l'entente et l'ambassade du Canada dans les domaines de l'assistance électorale en Côte d'Ivoire et au Sénégal, du renforcement du dialogue politique en Guinée Bissau, et de la gouvernance des ressources naturelles.
- 17% restants sont le résultat des activités de facilitation de séminaires réalisées par TERAL et les prestations de services fournis aux organisations partenaires dans le cadre du renforcement des capacités.

A côté de ses revenus financiers, des partenariats avec des institutions ont été menés pour la réalisations conjointe d'activités. Il s'agit principalement de ONE, une organisation internationale de plaidoyer avec laquelle l'Institut a organisé avec succès un atelier de plaidoyer pour la lutte contre la corruption au Sénégal.

Cependant, avec le retrait de la coopération suédoise, le grand défi demeure, au-delà de la diversification du portefeuille de bailleurs, l'appui institutionnel jusque-là assuré par SIDA.

### 4. Perspectives : Travailler à la mise en place d'un Centre d'excellence

L'Institut Gorée, en tant que centre de compétences et de renforcement des capacités, organisation de catalyseur et de facilitation, lieu de réflexion et de recherche visant à faciliter le dialogue et les échanges, à créer un centre d'excellence d'ici à la fin de l'année 2020, une série d'outils et de compétences, mais aussi l'amélioration et la promotion de nos réseaux de compétences et d'actions en Afrique et dans le reste du monde.

L'ambition de créer le Centre d'excellence est de soutenir le travail des chercheurs, des décideurs, des leaders d'opinions, des artistes, des leaders institutionnels et des praticiens œuvrant pour l'émergence d'une Afrique pacifique, prospère et autosuffisante. Grâce à la combinaison de conférences, de réunions, de réflexions et de programmes de renforcement des capacités résidentielles, le Centre d'excellence continuera à rassembler des experts, leaders d'opinions et autres acteurs clés pour promouvoir les idéaux de justice, de paix et de progrès social en Afrique. Former de nouvelles alliances, partenariats, engagements financiers et initiatives régionales et internationales en faveur de l'Afrique en tant que protagoniste de son propre avenir.

Dans cette perspective, les résidences sabbatiques de l'Institut Gorée gérées par le département TERAL continueront à accueillir les travaux de chercheurs, d'artistes, d'écrivains et d'universitaires du continent et d'ailleurs. Le cadre paisible sur l'île de Gorée, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, avec sa diversité linguistique et culturelle, la capitalisation des expériences en matière de paix, la prévention des conflits, la gouvernance, les élections, le renforcement institutionnel et les réalisations futures, Forum pour favoriser un changement social positif pour les citoyens d'Afrique et du monde.

## 5. Etats financiers

Etat des Recettes et des Dépenses

Période : Du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 au 31 Décembre 2018

Monnaie : FCFA

Taux de Change 1 Euro = 655,957 FCFA

ETAT DES DEPENSES		<b>Montant</b>
1 Salaires		170 357 725 F
2 Maintenance		15 024 750 F
3 Utilitaires		18 576 313 F
4 Administration		41 544 858 F
5 Gouvernance		9 752 824 F
6 Equipement		3 498 000 F
7 Activités des Programmes et Teral		314 629 570 F
<b>Total</b>		<b>573 384 040 F</b>
<b>ETAT DES RECETTES</b>		<b>832 790 494 F</b>
<b>1 Fonds reçus et Revenus</b>		<b>586 031 041 F</b>
SIDA2012		210 805 564 F
FORD FOUNDATION 2018-2019		83 093 906 F
OSIWA 2018		113 800 000 F
UN WOMEN GB		6 891 200 F
FCIL 2017-2018		435 977 F
PNUD COTE D'IVOIRE 2018		36 195 100 F
TERAL		134 809 294 F
<b>2 Balance d'ouverture (01/01/2018)</b>		<b>246 759 453 F</b>
<b>Solde au 31/12/2018</b>		<b>259 406 454 F</b>



# V Conseil d'administration et Staff

## 1. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni les 2 et 3 septembre 2016 sur l'île de Gorée. Après la revue des activités annuelles, les membres ont discuté et adopté le plan d'actions 2017.

**Andy Wynne**  
Angleterre  
Secteur Public  
Spécialiste Financier  
Auditeur International



**Ambassadeur Saïdou Nourou Ba**  
Sénégal  
Consultant en Coopération  
et Relations Internationales



**Ambassadeur Bruno ZIDUEMBA**  
Burkina Faso  
Diplomate de carrière, Ministre  
Plénipotentiaire de classe  
exceptionnelle, ancien  
Ambassadeur du Burkina Faso



**Ayo Obe**  
Nigeria  
Présidente,  
Avocate, militante pour les Droits de l'homme  
et la Démocratie, Chroniqueuse



**Francesca Bomboko**  
République Démocratique du Congo  
Fondatrice du Bureau d'Etudes, de  
Recherches et de Consulting International  
(BERCI)



**Breyten Breytenbach**  
Afrique du Sud  
Conseiller spécial en charge  
des projets spéciaux et plaidoyer  
Écrivain, artiste, professeur à l'Université de New-York



**Michael Savage**  
Afrique du Sud  
Professeur émérite au Département  
de sociologie à l'Université  
de Cape Town



## 2. Le personnel du Goree Institute

**Directeur Exécutif : M. Doudou DIA**

[doudou.dia@goreeinstitut.org](mailto:doudou.dia@goreeinstitut.org)

**Directeur Administratif et Financier : M. Abdourahmane SOW**

[abdourahmane.sow@goreeinstitut.org](mailto:abdourahmane.sow@goreeinstitut.org)

**Coordinateur du programme Gouvernance et Processus électoraux : M. Mamadou SECK**

[mamadou.seck@goreeinstitut.org](mailto:mamadou.seck@goreeinstitut.org)

**Coordinateur du programme Consolidation de la Paix et Résolution des Conflits : M. Frederic Kwady NDECKY**

[frederic.ndecky@goreeinstitut.org](mailto:frederic.ndecky@goreeinstitut.org)

**Responsable Suivi et Évaluation : M. Koassi AKAKPO**

[koassi.akakpo@goreeinstitut.org](mailto:koassi.akakpo@goreeinstitut.org)

**Responsable Communication & Gestion des connaissances : M. Mamadou Sakhir NDIAYE**

[mamadousakhir@goreeinstitut.org](mailto:mamadousakhir@goreeinstitut.org)

**Chef du département Administratif : M. Abdoul Salam WANE**

[abdou.wane@goreeinstitut.org](mailto:abdou.wane@goreeinstitut.org)

**Responsable Patrimoine : M. Abdoul Aziz SAR**

[abdoulaziz.sar@goreeinstitut.org](mailto:abdoulaziz.sar@goreeinstitut.org)

**Chef de département Téral : Mme Safietou MBODJI**

[safietou.mbodji@goreeinstitut.org](mailto:safietou.mbodji@goreeinstitut.org)

**Chargée de l'Organisation des séminaires : Mme Maguette P. SALL NDIAYE**

[maguette.sall@goreeinstitut.org](mailto:maguette.sall@goreeinstitut.org)

**Chargée de la Relation client : Mme Dieynaba THIANE**

[dieynaba.thiane@goreeinstitut.org](mailto:dieynaba.thiane@goreeinstitut.org)

### **STAFF TECHNIQUE**

**Emma NDOYE**

**Abdoulaye NIANG**

**Michelle SARR**

**Ibrahima DIA**

**Racine SOUMARÉ**

**Baye Mbarick WATT**